

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 45 (2018)

DOI: 10.11588/fr.2018.0.70131

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

JULIAN KRÜPER

CHARISME DE LA MISE EN LUMIÈRE

Joachim Gauck, dirigeant de l'administration en charge des dossiers de la Stasi

Facettes d'une fonction et d'une personne

La dichotomie existante entre les notions de »fonction« et de »personne« revêt de multiples facettes, car elle est observable dans de nombreux contextes¹. Parmi ceux-ci, la doctrine juridique constitue le domaine qui lui est certainement le plus étranger. Certes, le droit administratif alimente un certain nombre de notions liées à la notion de fonction. Mais de manière symptomatique, aucune d'entre elles ne cultive de relation substantielle avec la notion de personne. Naturellement, ici et là, on rencontre des acteurs tels que les *Amtswalter* et les *Amtsträger*, mais le droit se garde bien de se frayer un chemin jusqu'à la personne qui leur est associée. Il vit de l'idée fictive que tous ces acteurs sont au service de l'intérêt général, de l'ensemble de la collectivité, d'une *Gesamtheit*, telle que décrite dans l'article 130, al.1 de la Constitution de la République de Weimar. Ils ne servent aucun parti, aucun agenda qui leur serait propre, encore moins leurs intérêts personnels. Si une personne apparaît dans l'ombre d'une fonction, le droit considère qu'il s'agit alors d'une aberration et, de manière typique, requalifie cette situation en un conflit constitutionnel. Dans ce cas de figure, la doctrine de l'État et le droit administratif, dégagés des entraves doctrinales, mais encore placés dans la limite de la vision du droit, peuvent plus facilement s'accommoder de l'association des deux termes². Leurs perspectives s'appuient alors sur la théorie et la sociologie de la domination³, qui, à l'inverse, témoignent de liens avec les débats théologiques relatifs à la notion de fonction⁴. Mais hormis dans le domaine de la doctrine juridique, on constate une tendance plus systématique à détacher la fonction de la personne

1 Version abrégée de notre article *Charisma der Aufklärung. Amt, Person und Institution am Beispiel von Joachim Gauck als Leiter der Stasi-Unterlagenbehörde*, dans: *Jahrbuch des Öffentlichen Rechts der Gegenwart*, Neue Folge 64 (2016), p. 183–217. Texte traduit de l'allemand par Peggy Rolland et Corentin Marion.

2 Herbert KRÜGER, *Allgemeine Staatslehre*, Stuttgart 1964, p. 263 et s.; Roman HERZOG, *Allgemeine Staatslehre*, Frankfurt/M. 1971, p. 195, mais avec un appel »à se distancier de la personne individuelle«; Hans PETERS, *Lehrbuch der Verwaltung*, Berlin 1949, p. 117 et s.; Jörg BOGUMIL, Werner JANN, *Verwaltung und Verwaltungswissenschaft in Deutschland*, Wiesbaden 2009, p. 111, 186; Hans-Ulrich DERLIEN, Doris BÖHME, Markus HEINDL, *Bürokratietheorie: Einführung in eine Theorie und Verwaltung*, Wiesbaden 2011, p. 67, 151.

3 Classiquement Max WEBER, *Max Weber-Studienausgabe. Wirtschaft und Gesellschaft. Soziologie*. Unvollendet. 1919–1920, publ. par Knut BORCHARD, Edith HANKE, Wolfgang SCHLUCHTER, Tübingen 2014, p. 157; mais également Niklas LUHMANN, *Organisation und Entscheidung*, Wiesbaden 2006, p. 279.

4 Aperçu chez Hans-Werner GENSICHEN, *Amt*, dans: Hans D. BETZ, Don S. BROWNING, Bernd JANOWSKI, Eberhard JÜNGEL (dir.), *Religion in Geschichte und Gegenwart. Handwörterbuch für Theologie und Religionswissenschaft*, Tübingen 1998, p. 421; Johannes NEUMANN, *Amt*, dans: Roman HERZOG (dir.) *Evangelisches Staatslexikon*, Stuttgart 1975, p. 34.

qu'à les faire coïncider entre elles. Cela vaut également pour la théorie systémique qui fournit aux sciences sociales un cadre de référence depuis longtemps éprouvé, puisque celui fait disparaître la personne derrière son rôle⁵.

Dans ce contexte très lâche, une étude se doit de prendre position. Il est établi que les perspectives proposées par la doctrine du droit et le droit en vigueur ne permettent pas d'avancée significative. En effet, pour eux, une explicitation étayée du rapport qu'entretiennent fonction et personne est un non-sujet, et, faute de mieux, ils cherchent à séparer ces deux domaines dans le sillon d'une fiction juridique. Pour autant, cela ne signifie pas que des prescriptions ayant force d'application n'exercent aucune influence sur la relation qu'entretiennent fonction et personne. Elles ne jouent cependant qu'un rôle parmi d'autres.

Le présent article choisit pour cette raison une autre voie et place l'étude de cas dans un champ interdisciplinaire. Cette démarche s'impose d'autant plus que Joachim Gauck et l'administration qui jusqu'à aujourd'hui est souvent associée à son nom, celle du *Beauftragter für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen DDR* (BStU)⁶ – possède des points communs avec l'ensemble des domaines abordés. Le rapport de domination induit par le mandat donné au BStU pour traiter le passé de la Stasi est évident, qu'il s'agisse d'un point de vue *prospectif* ou *rétrospectif*. La création d'une administration d'exception dotée de prérogatives à la fois très spécialisées et atypiques pour des administrations étatiques – «une telle fonction, personne n'en a jamais assumé de telles»⁸. S'ajoutent enfin, à l'instar de la personne et de la biographie de Joachim Gauck, des interrogations relatives à l'influence des circonstances historiques, aux traits de caractère personnels et aux traditions qu'il est possible d'affiner en posant la question de savoir si le pouvoir d'influence culturel de la «paroisse protestante»⁹ est susceptible d'atteindre la tête d'une administration fédérale¹⁰. Ce panorama sera étoffé par des éléments issus de la théorie sociologique de la domination. Celle-ci permet de prendre en considération une interprétation de l'interaction entre l'institutionnalisation d'une organisation et la fonction personnifiée.

- 5 Mark EISENEGGER, Eine Phänomenologie der Personalisierung, dans: ID., Stefan WEHMEIER (dir.), *Personalisierung der Organisationskommunikation: Theoretische Zugänge, Empirie und Praxis*. Wiesbaden 2012, p. 11.
- 6 Werner MITTENZWEI, *Die Intellektuellen: Literatur und Politik in Ostdeutschland 1945 bis 2000*, Leipzig 2001, p. 445: «Joachim Gauck gab der Behörde seinen Namen» (globalement accompagnée d'un jugement extrêmement critique sur l'administration); on citera comme exemple d'évidence anecdotique l'édition spéciale du «Bild-Zeitung» à l'occasion des 25 ans de la réunification allemande qui consacre un gros titre (assurément fictif) à la *Gauck-Behörde*.
- 7 Voir au sujet de la problématique de la prévalence de l'interprétation sur les actes du MfS: Julian KRÜPER, *Mit Recht erinnern*, dans: ID., Heiko SAUER, *Staat und Recht in Teilung und Einheit*, Tübingen 2012, p. 221.
- 8 Johann LEGNER, *Joachim Gauck. Träume vom Paradies – Biografie*, Munich 2014, p. 186.
- 9 À propos d'une histoire de la culture et des institutions, se référer à Cord ASCHENBRENNER, *Das evangelische Pfarrhaus. 300 Jahre Glaube, Recht und Macht: Eine Familiengeschichte*, Munich 2015; également à Thomas A. SEIDEL, Christopher SPEHR (dir.), *Das evangelische Pfarrhaus. Mythos und Wirklichkeit*, Leipzig 2014; *Deutsches Historisches Museum* (dir.), *Leben nach Luther*, 2013; Christine EICHEL, *Das deutsche Pfarrhaus. Hort des Geistes und der Macht*, Cologne 2012; Martin GREIFFENHAGEN (dir.), *Das evangelische Pfarrhaus. Eine Kultur- und Sozialgeschichte*, Stuttgart 1991.
- 10 À propos d'une perspective parallèle, voir Oliver LEPSIUS, Anselm DOERING-MANTEUFFEL, *Die Richterpersönlichkeiten und ihre protestantische Sozialisation*, dans: ID., Bernd GREINER (dir.), *Der Brokdorf-Beschluss*, Tübingen 2015, p. 167.

Brève histoire d'une improbable administration

On attribue à Lénine l'aphorisme selon lequel les Allemands, lorsqu'ils désirent lancer une révolution, compostent au préalable leur billet de chemin de fer. Tous ceux qui travaillent sur l'histoire de l'analyse de la période post-réunification sont susceptibles de souscrire à cette boutade sur la fusion du légalisme et de l'état d'urgence¹¹. Afin de traiter les incommensurables torts et crimes commis par l'ancien ministère de la Sécurité d'État (*Ministerium für Staatssicherheit*, MfS), les Allemands ont justement tôt fait d'instituer une *administration*, elle-même composée de plusieurs milliers de collaborateurs. L'observateur y verra certainement des analogies avec *Léviathan* et *Béhémoth*: la domination bureaucratique¹² est contrée par la domination bureaucratique. Les moyens auxquels ont recours l'État de droit et l'État de non-droit ne sont donc pas si dissemblables qu'ils semblent l'être a priori¹³. Et pourtant: l'histoire du BStU est celle d'une réussite, son concept est devenu un succès d'export, non seulement dans les États de l'ancien bloc de l'Est, mais également au-delà¹⁴. L'Allemagne est passée maître dans l'analyse critique de son passé, du moins en apparence. Il est également juste que son travail s'accompagne d'une critique de l'action de l'administration en question¹⁵, à l'image de celle qui porte par exemple sur sa propre activité scientifique¹⁶ ou bien sur son rapport aux dossiers qui concernent certaines personnalités¹⁷ et à la présence dans ses rangs¹⁸ d'anciens collaborateurs du MfS.

La critique du travail réalisé par l'administration a toujours été et demeure en partie véhémente, qu'elle soit portée par ceux qui défendent et ceux qui s'opposent à l'analyse critique des injustices causées par le MfS, par les bénéficiaires du régime de la RDA ou par les victimes de

- 11 Dans le prolongement de ce sujet, voir Christian HILLGRUBER, *Deutsche Revolutionen – »Legale Revolutionen«*?, dans: *Der Staat* 49 (2010), p. 167–209.
- 12 Sur ce point spécifique, se reporter à Wolfgang-Uwe FRIEDRICH, *Bürokratischer Totalitarismus. Zur Typologie des SED-Regimes*, dans: *German Studies Review* 17 (1994), p. 1–21.
- 13 Voir à propos de la structure et de la pratique parallèle des administrations du BStU et de le MfS Inga MARKOVITS, *Selective Memory: How the Law Affects What We Remember and Forget About the Past: The Case of East Germany*, dans: *Law & Society Review* 35 (2001), p. 513–563, ici p. 553; à propos du recrutement des anciens cadres dans le personnel du BStU LEGNER, Joachim Gauck (voir n. 8), p. 187: »Die Alt-Kader der SED sahen nicht so aus, dass sich der westdeutsche Oberamtsrat vor ihnen zu fürchten brauchte – sie gleichen ihm sogar in vielem; pour sa motivation d'éviter cette »Infizierung des Siegers durch das Leichengift des Besiegten« voir aussi son entretien avec Günter Gaus, dans: *Neue Portraits in Frage und Antwort. Günther Gaus im Gespräch*, Berlin 1992, p. 191–214, ici p. 191.
- 14 C'est ainsi qu'en 2008, sous l'impulsion décisive de Marianne Birthler du BStU, qu'a été fondé le »Europäische Netzwerk der für die Geheimpolizeiakten zuständigen Behörden«.
- 15 Au sujet des élites de l'ancienne RDA, voir par exemple MITTENZWEI, *Die Intellektuellen* (voir n. 6), p. 443, et le commentaire d'Ulrich SCHACHT, *Ein Fall von Murti-Bing. Zu Werner Mittenzweiss Versuch, eine DDR zu rekonstruieren, die es nie gegeben hat*, dans: *Die Politische Meinung* 422 (2005), p. 69–75.
- 16 Présentation de la controverse chez Manuel BECKER, *Geschichtspolitik in der »Berliner Republik«*, Wiesbaden 2013, p. 329. Voir également MARKOVITS, *Selective Memory* (voir n. 13), p. 538.
- 17 On citera par exemple les cas de Helmut Kohl et de Gregor Gysi. Voir à ce sujet Jeannine DROHLA, *Aufarbeitung vs. Allgemeines Persönlichkeitsrecht*, Berlin 2012, p. 234 et passim; Jörg PIETRKIEWICZ, *Stasi-Akten im Spannungsfeld zwischen Öffentlichkeit und Datenschutz*, dans: Siegfried SUCKUT, JÜRGEN WEBER (dir.), *Stasi-Akten zwischen Politik und Zeitgeschichte*, Munich 2003, p. 140.
- 18 D'un point de vue juridique, voir Natascha PIETRKIEWICZ, Jörg PIETRKIEWICZ, *Beendigung der Beschäftigung von ehemaligen Mitarbeitern des Staatssicherheitsdienstes in der Stasi-Unterlagen-Behörde. Eine kritische Würdigung des 2011 eingeführten § 37a Stasi-Unterlagen-Gesetz (StUG)*, dans: *Neue Justiz* 68 (2014), p. 183; d'un point de vue de la pratique, voir la décision du Landesarbeitsgericht Berlin-Brandenburg, 14 SA 2300/14 du 23 avril 2015.

celui-ci, par les Allemands de l'ouest ou de l'est. En faire le relevé dépasserait le cadre du présent article. Pour ces raisons, les développements à suivre, *cum grano salis*, ne sauraient être compris comme une évaluation de la pratique administrative au sein du BStU ou de son fondement juridique. Il s'agit bien plus d'un examen des conditions spécifiques qui ont contribué à la réussite du travail du BStU.

Mais en tout état de cause, le BStU a trouvé sa place dans le tissu institutionnel de la culture mémorielle de la République fédérale d'Allemagne¹⁹. Les directions successives de l'administration y ont apporté leur propre contribution.

L'existence même du BStU résulte de l'intervention véhémement de militants issus du mouvement des droits civiques est-allemand. En effet, du départ il n'y a aucune certitude que ce processus aboutisse à la divulgation des dossiers du MfS²⁰. Les représentants de la République fédérale, mais aussi de la RDA plaident bien plus en faveur d'une destruction des dossiers, par peur de représailles, »Meurtre et homicide volontaire« (*Mord und Totschlag*, Lothar de Maizière), par crainte également de révélations politiques sur les compromissions ouest-allemandes avec la dictature du SED. Pour ces raisons, un règlement de »destruction différenciée«²¹ (Eckhart Werthebach), est souhaité.

En août 1990, après le vote par la Volkskammer d'une loi relative à l'établissement d'une administration dédiée à l'analyse du régime, le processus menace d'être abandonné lors des négociations et la loi menace de ne pas entrer en vigueur après la réunification. De manière quasi unanime, la Volkskammer s'y oppose, l'adoption du traité de réunification semble compromise²². En fin de compte, les membres de la commission MfS de la Volkskammer, dont fait partie Joachim Gauck, renforcés par l'occupation des locaux du MfS (*MfS-Liegenschaften*) par des civils et par la grève de la faim de certains militants du mouvement des droits civiques²³, imposent un protocole complémentaire au traité de réunification. Suite à cela, le nouveau Bundestag de l'Allemagne réunifiée est tenu par le traité de réunification d'adopter une loi comparable à celle adoptée par la Volkskammer²⁴. Le gouvernement fédéral nomme alors Joachim Gauck en tant que *Sonderbeauftragter für die MfS-Akten*. Il entre en fonction le 3 octobre 1990. Il faudra, suite à la réunification, plus d'un an au Bundestag pour adopter, conformément à son engagement, une nouvelle loi. Celle-ci sera adoptée en décembre 1991²⁵.

19 À ce sujet, voir BECKER, *Geschichtspolitik* (voir n. 16), p. 305 à propos de l'histoire du BStU; également Jens GIESEKE, *Die Stasi. 1945–1990*, Munich 2011, p. 282.

20 BECKER, *ibid.*, p. 308: »Der Weg dorthin [zur Gründung des BStU, JK] war jedoch keineswegs vorgezeichnet«.

21 Joachim GAUCK, *Winter im Sommer – Frühling im Herbst: Erinnerungen*, Munich 2009, p. 242.

22 Tout cela se passe en l'espace de quelques jours, voire de quelques semaines. Le 24 août 1990, la Volkskammer vote la »Gesetz über die Sicherung und Nutzung der personenbezogenen Akten des MfS/AfNS« (*Gesetzblatt I Nr. 58*, 7 septembre 1990, p. 1419). La déclaration de protestation de la Volkskammer qui s'insurge contre l'abandon de la loi est adoptée le 30 août 1990. Celle-ci entraîne, dès le lendemain, de rares amendements au traité de réunification. Cette situation génère une importante protestation, portée surtout par le mouvement des droits civiques. Elle conduit le 18 septembre 1990 à la conclusion d'un accord complémentaire entre les partenaires de la négociation. Deux jours plus tard, le traité de réunification est adopté par la Volkskammer et le Bundestag.

23 À ce sujet, voir David GILL, *Von den Bürgerkomitees zur Gauck-Behörde*, dans: SUCKUT, WEBER (dir.), *Stasi-Akten* (voir n. 17), p. 67.

24 Silke SCHUMANN, *Vernichten oder Offenlegen? Zur Entstehung des Stasi-Unterlagen-Gesetzes. Eine Dokumentation der öffentlichen Debatte 1990/91*, Berlin 1995 (Dokumente, publ. par BStU, – Reihe A), p. 23.

25 *Gesetz über die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik (StUG)* du 20 décembre 1991 (*Bundesgesetzblatt I*, p. 2272).

À la tête d'une ›*Behörde-to-be*‹, le *Sonderbeauftragte* est aussitôt confronté à l'ambition des enjeux pratiques de la mise en place de l'administration. Fin 1990, environ 50 personnes travaillent au sein de l'administration en devenir. Fin 1991 le chiffre atteint déjà 600 personnes. Jusqu'en 1993, l'administration croît jusqu'à atteindre un effectif de 3300 postes budgétés²⁶. Au cours des cent premiers jours, l'administration reçoit plus de 400 000 demandes d'accès aux dossiers, en plus d'environ 130 000 demandes de surveillance de personnes actives dans le service public. Leur prise en compte met l'administration face à des difficultés considérables²⁷.

Il est nécessaire de repérer les différentes continuités personnelles qui ont prévalu à la naissance du BStU. Joachim Gauck, qui, à diverses reprises, au cours de l'époque de la *Wende* a plaidé en faveur d'une ouverture des dossiers du MfS à des fins de mise en lumière²⁸, a été élu par la *Volkskammer* président de la commission en charge du contrôle de la dissolution du MfS/AfNS. Il a été ensuite nommé par le gouvernement fédéral au poste de *Sonderbeauftragter* et finalement élu par le Bundestag conformément au StUG à la fonction de *Bundesbeauftragter*. Le secrétaire de la commission de la *Volkskammer* est David Gill qui deviendra par la suite le premier porte-parole du BStU²⁹. Avant cela, Gill est un des acteurs principaux de l'occupation des bureaux centraux du MfS à Berlin-Lichtenberg. Avec le comité local de citoyens, il contribue à la restitution ordonnée des locaux et des dossiers qui y sont conservés. Outre Gauck et Gill, d'autres membres des comités de citoyens et de la commission spéciale de la *Volkskammer* rejoignent la nouvelle administration³⁰.

Sans conteste, c'est surtout Hansjörg Geiger qui joue le rôle le plus important dans la création et la mise en place de l'administration. En 1990, il est chef de bureau auprès du *Bayrischer Landesbeauftragter für den Datenschutz*. Gauck en fait son adjoint sur la proposition du *Berliner Datenschutzbeauftragten*, Garstka. Partant d'une feuille blanche, »ein unbeschriebenes Blatt«³¹, Geiger joue un rôle décisif dans le positionnement *juridique* du BStU, notamment parce qu'il s'oppose aux convoitises des services de renseignement ouest-allemands. Un système très étroit de répartition des tâches entre lui et Gauck relie les deux hommes: »lui avec sa présence, son message, moi comme juriste spécialisé, qui était entraîné à convaincre les autres avec des arguments juridiques«³².

26 Selon le premier rapport d'activité du BStU, Bundestag-Drucksache 12/5100, p. 6: Plusieurs centaines de collaborateurs étaient affectés à la surveillance des bâtiments, ce qui témoigne du caractère à la fois précaire et fragile de l'administration et de ses activités au cours de la période de transformation.

27 Les difficultés de la recherche de dossiers, leur création et leur traitement, liées à ce sujet, justifiées notamment d'un point de vue juridique par la défense du droit de la personne des concernés, ne peut faire l'objet ici d'un examen détaillé. Se référer pour cela par exemple au premier rapport d'activité du BStU, Bundestag-Drucksache 12/5100, p. 23 et l'ensemble des rapports d'activité publiés par la suite.

28 Voir par exemple Joachim GAUCK, *Die Stasi-Akten*, Berlin 1991; ID., *Erst erinnern, dann vergeben*, dans: *Die Zeit*, n. 16, du 13 avril 1990, p. 7.

29 De 2012 à 2017, David Gill a dirigé le Cabinet de la Présidence fédérale, le Bundespräsidialamt.

30 GILL, *Bürgerkomitees* (voir n. 23), p. 80.

31 En 1995, Geiger devient président de l'Office fédéral de la protection de la constitution (*Bundesamt für Verfassungsschutz*). En 1996, président des services de renseignement fédéraux (*Bundesnachrichtendienst*) et en 1998 secrétaire d'État au ministère fédéral de la Justice; Geiger est à la fois l'auteur et l'éditeur du commentaire le plus complet sur le StUG.

32 Voir GAUCK, *Winter im Sommer* (voir n. 21), p. 262. La thèse de répartition des tâches est présente chez LEGNER, Joachim Gauck (voir n. 8), p. 190; on retrouve le motif également chez EICHEL, *Das deutsche Pfarrhaus* (voir n. 9), p. 331, rapporté cette fois au travail entre Joachim Gauck et Angela Merkel.

La fonction à cheval entre politique et force d'application du droit

I. Congruences de la fonction institutionnelle et individuelle

Tous ceux passés par l'école du droit et de l'administration connaissent bien le dualisme inhérent à ce terme. Le mot *Amt* désigne d'une part l'unité d'organisation d'une administration étatique, »das *Amt*« est alors synonyme d'une institution concrète³³. D'autre part, le terme désigne la position occupée par une personne physique et tient compte de son inscription dans la construction de la fonction étatique et des tâches concrètes associées à cette position. Le droit administratif désigne cette dimension individuelle du terme administration comme abstraite-fonctionnelle³⁴.

La tension induite par la dichotomie reliant la fonction et la personne se rapporte avant tout à la conception individuelle du terme. L'agent administratif, tenu par le droit, voire par le droit fondamental, est conçu comme le simple exécutant d'une norme, on le présume donc dénué d'intérêt personnel. La personne de l'agent administratif est alors neutralisée par deux filtres: son rattachement à un droit objectif et son devoir d'impartialité. L'agent et la personne sont donc séparés par un voile d'ignorance de l'un vis-à-vis de l'autre. Premièrement, cette vision de l'activité administrative cible les agents subalternes. Deuxièmement, elle est résolument apolitique. De fait, ses limites sont évidentes. En effet, plus la fonction individuelle a de signification au sein d'une administration, ce qui se traduit habituellement de la manière suivante: plus la position est hiérarchiquement élevée, plus la dimension institutionnelle de la fonction entre en ligne de compte, car les obligations institutionnelles liées à la fonction se reflètent alors sur les obligations qui doivent être individuellement prises en compte. Les tâches dévolues à la direction d'une administration, par exemple celle du BStU, sont toutefois par nature souvent bien plus fortement politisées que d'autres tâches situées à un autre niveau de travail de l'administration. Pour cette raison, si l'on considère la fonction et la personne du responsable d'une administration, on ne saurait négliger les services dont il a la charge, leurs tâches et structures, leurs procédures et processus de décision. Dès lors qu'elle se rapporte au responsable d'une administration, les notions de fonction individuelle et institutionnelle entretiennent un rapport d'interaction, voire coïncident en partie.

Ce résultat est également confirmé par la perspective de la théorie de la personnification: selon celle-ci, une personnification du sujet »Subjekt-Personalisierung«³⁵, à savoir la personnification de celui qui parle au nom d'une organisation (mais également au nom d'une idée), n'intervient souvent qu'à partir du moment où cette personne se distingue, d'une manière durable ou délimitée dans le temps, d'autres porte-paroles par des caractéristiques stratifiées. Dans le cas des directeurs d'administration, c'est visiblement le cas. Élu pour une durée déterminée par le Bundestag, responsable devant lui et pourvu d'une représentativité pratiquement illimitée malgré le contrôle juridique exercé par le ministère fédéral de l'Intérieur, le BStU, en charge de l'administration, parle d'un point de vue exclusif qui rend d'emblée la personnification du sujet vraisemblable. On ne peut en aucun cas exclure que des personnes possédant ces qualités puissent devenir également objet d'une personnification. Cela se traduit par exemple lorsque dans la communication médiatique on parle *d'eux* d'une certaine manière. Au contraire,

33 Voir dans le sens d'une fonction publique par exemple Karl KROESCHELL, *Amt*, dans: Wolfgang STAMMLER, Adalbert ERLER, Ekkehard KAUFMANN (dir.), *Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte*, Bd. 1, Berlin 1971, col. 153; à partir de l'exemple de la EKD, Heinz BRUNOTTE, *Amt* (evangelisch-lutherisch), dans: Hermann KUNST, ID. (dir.), *Evangelisches Staatslexikon*, Stuttgart 1966, col. 35.

34 Ullrich BATTIS, BBG, Munich 2009, § 10 Rn. 10.

35 EISENEGGER, *Phänomenologie der Personalisierung* (voir n. 5), p. 15

plus la personnification du sujet et celle de l'objet vont se compléter, plus la personnification sera efficiente.

Ce rapport communiquant entre fonction individuelle et institutionnelle est présumé d'autant plus étroit que la structure de l'administration est encore faiblement consolidée et ne peut s'orienter que selon des modèles préexistants. C'est ouvertement le cas à l'époque de la création du BStU et lors de la promulgation législative du StUG. Cependant, plus l'activité individuelle menée par l'agent administratif coïncide avec celle de la fonction institutionnelle, plus les dispositions relatives au but et à la fonction de l'institution seront importantes pour lui. Cela étant, l'activité de l'agent administratif ne suit naturellement pas à la lettre l'exécution d'objectifs administratifs abstraits. Ceux-ci programment certes ses actions, mais ne les déterminent pas entièrement. Bien plus, il demeure des espaces politiques nécessaires de concrétisation et de formation de l'action administrative dans son ensemble. Ce qui permet d'introduire le point suivant.

II. Pratique et objectifs de l'organisation

L'acte juridique fondateur de l'administration, dans le cas présent donc la nomination de Joachim Gauck comme *Sonderbeauftragter*, ou d'un point de vue formel la promulgation du StUG en 1991, constituent la fonction institutionnelle du BStU. Comme pour n'importe quelle organisation, une organisation étatique se doit d'abord de construire une manière précise de diriger ses affaires et son administration. Sa véritable constitution, la réalité de son activité, se révèlent et se transforment au fil du temps. La recherche en sociologie de l'organisation thématise ces questions à l'aide de différents mots-clés, comme par exemple l'informalité organisationnelle et la culture de l'organisation³⁶, et plus particulièrement l'importance d'un sens spirituel et symbolique (*meanings*)³⁷. Ce faisant, le style d'organisation est concomitamment influencé par le type d'organisation: le grade de consolidation institutionnelle qui comprend également le façonnement juridique de l'organisation joue alors un rôle au même titre que la taille, la fonction et les modèles habituels des membres de l'organisation. Une agence de communication aura donc un autre style d'organisation qu'un tribunal administratif ou qu'une administration.

Le droit est susceptible de jouer un rôle dans l'expression de certaines spécificités organisationnelles. Des institutions principalement étatiques font l'expérience d'objectifs spécifiques dictés par un programme juridique et qui influent leur action de manière formelle ou informelle³⁸. Le BStU tire son objectif administratif³⁹ du StUG qui offre cette formulation programmatique dans le § 1, alinéa 1:

»Cette loi règle l'enregistrement, la mise en valeur, l'administration et l'utilisation des documents du Ministère de la Sécurité de l'État de l'ancienne République démocratique allemande et des organisations lui précédant et lui succédant (Staatsicherheitsdienst) afin de:

36 Veronika TACKE, Organisationssoziologie, dans: Georg KNEER, Markus SCHROER (dir.), Handbuch Spezielle Soziologien, Wiesbaden 2010, p. 352.

37 Tammer B. ZILBER, The Work of Meanings in Institutional Processes and Thinking, dans: Roysten GREENWOOD, Christine OLIVER, Roy SUDDABY, Kerstin SAHLIN-ANDERSSON (éd.), Organizational Institutionalism, Los Angeles 2013, p. 151 et s.

38 Essentiellement Niklas LUHMANN, Zweckbegriff und Systemrationalität, Francfort/M. 1999.

39 Par la suite, l'article utilisera indifféremment les termes d'objectif et de finalité (*Zweck und Ziel*).

1. rendre possible l'accès unique aux informations enregistrées par le Staatsicherheitsdienst sur sa personne, afin qu'il puisse s'instruire de l'ingérence du Staatssicherheitsdienst sur sa destinée personnelle,
2. protéger chacun d'une entrave de son droit personnel dans l'accès aux informations enregistrées par le Staatssicherheitsdienst sur sa personne,
3. garantir et de promouvoir le travail de mémoire (*Aufarbeitung*) historique, politique et juridique sur les activités du Staatssicherheitsdienst,
4. mettre à disposition des postes publics et non publics les informations nécessaires en vue des buts cités dans la présente loi.«

Par ce texte, le BStU est confronté à l'exigence fondamentale d'une soumission aux objectifs et finalités contenus dans le StUG. Ceux-ci peuvent être décrits comme »pratico-factuels« d'une part (principalement les points 1, 2 et 4), d'autre part également comme »qualitatifs et sociaux« (surtout le point 3). Dans ce dernier cas, ces objectifs s'inscrivent dans les processus socio-historiques complexes du travail de mémoire, auxquels l'administration contribue sans pour autant les mener seule.

Si l'on considère l'alinéa 1 du § 1 du point de vue de la théorie de l'organisation, celui-ci révèle la combinaison d'une programmation conditionnelle de l'organisation et une programmation ciblée de l'administration comme système de traitement de l'information, derrière lesquelles apparaissent des fonctions systémiques distinctes⁴⁰. Tandis que les programmes conditionnels exposent l'administration aux causes susceptibles de déclencher des décisions (par exemple: les demandes d'accès aux dossiers), le programme ciblé règle quant à lui l'impact du système⁴¹, dans ce cas précis son rôle dans le processus de travail de mémoire. Afin d'atteindre ces objectifs, le BStU se voit conférer par les alinéas 1, 2 et 4 du § 1 du StUG des fonctions de coordination, d'administration ainsi que des fonctions de facilitation, dictées par la nécessité d'un traitement des dossiers particulièrement ardu en vue de leur consultation. Pourtant, dès le premier point de l'alinéa 1 du § 1, la référence au »destin personnel« résonne pour une disposition de droit administratif comme un »surplus normatif atypique« qui, dans sa disposition relative à des éléments biographiques et individuels, ne se rattache pas d'emblée à des modes d'attribution traditionnels des tâches juridiques. Bien plus, le fait que le 3^e point du même § 1, alinéa 1 du StUG pose une norme sur une finalité particulièrement atypique du point de vue d'une administration étatique, va de soi. Cela devient pratiquement explicite si l'on considère qu'aucun des commentaires ou des monographies se rapportant au StUG, même les plus récents, ne sont parvenus à *décrypter d'un point de vue juridique* le concept de travail de mémoire. Ce n'est pas un hasard: le travail de mise en lumière est un processus politique et sociétal contestable par les moyens du droit, mais qui, intrinsèquement, n'est pas juridique. Néanmoins, le StUG fixe pour objectif de l'activité administrative ce travail autour du passé et fixe ainsi un cadre que la direction et les collaborateurs de l'administration sont sensés remplir.

Les paramètres éprouvés par l'État de droit et qui permettent à une organisation d'atteindre des objectifs sont, de manière symptomatique, de nature quantitative. En ce qui concerne le BStU, le nombre de demandes d'accès aux dossiers déposées compte parmi ces paramètres comme la justification de l'existence de l'administration, le nombre de demandes instruites valent pour preuve de l'efficacité de l'administration, de même qu'un certain nombre d'autres données quantitatives, comme par exemple le degré d'exploitation des dossiers, la quantité de dossiers reconstitués et ainsi de suite. Les paramètres qui permettent de juger dans quelle mesure l'objectif social et qualitatif, plus ambitieux, du travail de mémoire a été atteint, existent à

40 On retrouve la distinction chez LUHMANN, *Zweckbegriff* (voir n. 38), p. 101 et s.

41 *Ibid.*, p. 101 et s., également à propos du nécessaire flou à propos de cette distinction.

peine⁴². Pour cette raison, il est aisé de comprendre que les organisations soumises à des objectifs de cette nature, cherchent des voies susceptibles d'assurer l'atteinte de ces objectifs et de les traduire: c'est ainsi que naît l'administration en tant qu'acteur politique. Ce faisant, le fait que la pratique de l'organisation ne soit pas seulement conditionnée par des objectifs fixés (juridiquement), mais également déterminée par la situation, joue un rôle certain. L'approche d'une théorie de la contingence adoptée par la recherche des organisations prend bien en compte ce rapport et examine plus particulièrement les relations entre structure et situation au sein des organisations⁴³. Selon celle-ci, les aspects internes de la situation de l'organisation de même que la perception externe de la situation de l'organisation ont une influence sur la structure même de celle-ci, même si la situation externe pour sa part englobe des aspects de l'environnement spécifique des missions et l'environnement global de l'organisation⁴⁴. Cela étant, on peut également partir du principe que l'indépendance de ces facteurs situationnels est d'autant plus importante que la structure de l'organisation est encore faiblement consolidée.

En ce qui concerne la réalité du BStU dans les années de construction qui suivent la réunification, les deux aspects sont importants. Johann Legner, biographe de Gauck, le résume en ces termes: »L'équipe Geiger-Gauck a réalisé en tout cas quelque chose d'extraordinaire pendant les premiers mois. Elle a construit une administration qui de l'extérieur semblait bien ordonnée alors qu'à l'intérieur régnait parfois le chaos.«⁴⁵ Hansjörg Geiger lui-même tire le bilan suivant: »Il y avait beaucoup de bonne volonté dans les premières semaines, mais aucune structure.«⁴⁶

Au cours de la phase de construction de l'administration – une construction sans plan⁴⁷ – on se tient devant l'enjeu historiquement inédit de devenir opérationnel, de sécuriser des archives aussi immenses que dispersées, de concrétiser et de développer la mission et la stratégie de divulgation, de trouver le positionnement de l'administration dans un discours *politique* autour de la divulgation, tout en se heurtant justement aux résistances internes de l'organisation. Ainsi, le premier mandat de Joachim Gauck est particulièrement soumis à la vive critique des représentants des mouvements des droits civiques qui se plaignent déjà des concessions trop importantes faites par le StUG au profit des intérêts des services secrets ouest-allemands ainsi que du manque d'autonomie des victimes du MfS vis-à-vis de leurs dossiers: »Mes archives sont à moi« (*Meine Akten gehören mir*). Là où certains membres du mouvement des droits civique deviennent à leur tour membres de l'administration, on observe l'apparition de conflits, justement lors de la phase de création. À l'occasion de ces conflits, Gauck est contraint, en tant que nouveau chef de l'institution, de prendre position contre certaines revendications du mouvement des droits civiques, voire licencier de manière isolée certains collaborateurs⁴⁸.

Dans la perspective de ses attributions spécifiques, la relation du BStU à l'environnement de sa propre organisation joue un rôle d'une importance qu'il faudrait à peine surestimer. Comme déjà évoqué précédemment, ni la mise en place de l'administration ni son profil de tâches précis ne sont précisément établis⁴⁹, l'ouverture et l'utilisation des dossiers est une conséquence directe de la révolution pacifique imposée par les mouvements civiques. La situation précaire de l'administration, dans sa relation par exemple avec les administrations en charge des poursuites

42 À propos de la problématique du système d'objectif et du contrôle de la réussite, voir Peter PREISENDÖRFER, *Organisationssoziologie: Grundlagen, Theorien und Problemstellungen*, 2008, p. 63 et s.

43 Ibid., p. 79 et s.

44 Alfred KIESER, *Der situative Ansatz*, dans: ID. (dir.), *Organisationstheorien*, Stuttgart 2014, p. 175 et s.

45 LEGNER, Joachim Gauck (voir n. 8), p. 194.

46 Voir GAUCK, *Winter im Sommer* (voir n. 21), p. 258.

47 Ibid., p. 249.

48 Ibid., p. 267 et s.; classement chez BECKER, *Geschichtspolitik* (voir n. 16), p. 311.

49 BECKER, *ibid.*, p. 308.

pénales, les services de renseignement de la «vienne» République fédérale et des États amis⁵⁰, a longtemps déterminé sa réalité politique⁵¹. Le conflit à propos des dossiers du MfS sur Helmut Kohl s'étire par exemple jusqu'à une époque avancée du mandat de BStU de Marianne Birthler. Au cours de la phase d'interim qui court du 3 octobre 1990 jusqu'à l'entrée en vigueur du StUG le 29 décembre 1991, l'administration et son responsable ne se situent pas du tout sur un terrain politique stable. Certes, le gouvernement fédéral reste en retrait des interventions contre Gauck et l'administration. Cela étant, sa position relève moins d'une conviction que d'une stratégie politique consistant à respecter la volonté ouvertement exprimée de la Volkskammer et de soutenir une institution centrale chargée du travail de mémoire autour de la RDA⁵². Par conséquent, la mise au point du StUG revêt une dimension importante, car la loi va durablement influencer le profil du BStU. Ce n'est pas un hasard si Gauck et Geiger se sont intensément impliqués dans le processus législatif qui aboutit à «un succès extraordinaire de l'équipe Gauck-Geiger»⁵³. Jusqu'à la fin 1991, fin de la période d'interim, mais également longtemps après, la direction du BStU relève d'un devoir politique particulièrement intense. Bien plus que l'application d'un droit bureaucratique et exécutif, ce sont les considérations stratégiques, la politique et le marketing institutionnel qui régissent les rationalités de l'action quotidienne, ce qui commence par l'élaboration d'un règlement provisoire et aboutit au positionnement de l'administration au cœur du débat de la *Wende* et du travail de mémoire, particulièrement vif au cours de ces années. À cette époque, le monde intérieur du BStU est étroitement mêlé au monde extérieur et à ses missions spécifiques, notamment en ce qui concerne la controverse sur la nature et la portée de la mise en lumière. Cela explique également les difficultés et les conflits rencontrés dans le recrutement, qui, parfois par nécessité, parfois par hasard, conduit d'anciens cadres de la Stasi ou de la SED à occuper de nouvelles positions⁵⁴. La question ressurgit, cette fois avec une plus grande distance historique, à travers les efforts déployés par Roland Jahn, le troisième BStU, afin d'obtenir la mutation d'anciens collaborateurs du MfS, encore actifs vers d'autres administrations fédérales; le § 37a du StUG crée à cette fin spécifique un nouveau cadre juridique.

S'il est difficile d'appréhender juridiquement la mission de divulgation en se fondant sur le troisième point du § 1, alinéa 1 du StUG, celui-ci joue à l'inverse un rôle déterminant dans la compréhension du lien qu'entretiennent la fonction, l'institution et la personne à l'époque où Gauck dirige le BStU. En effet, le profil de la mission politique de divulgation par l'administration, son institution comme l'une des instances centrales de mise en lumière des crimes commis par la RDA, font partie des apports essentiels de Gauck à cette époque. Comment expliquer ce succès?

Il est nécessaire d'en rapporter une grande part à la situation historique hautement spécifique dans laquelle s'inscrit son action. La révolution pacifique, la *Wende* et la réunification déterminent le paysage politique dans l'intervalle de dix-huit mois qui séparent les élections municipales en RDA du mois de mai 1989 de la réunification en octobre 1990; la mise en lumière et le travail de mémoire caractérisent la période qui suit. Une telle période de transformations aussi étendues que profondes, rend l'improbable plus probable et crée des espaces libres permettant

50 À propos du transfert des dossiers du BStU à la NSA se rapporter à la réponse du gouvernement fédéral en 2017.

51 À propos des attaques contre l'administration et des tentatives de prise d'influence au cours de la période qui suit la promulgation du StUG, voir BECKER, *Geschichtspolitik* (voir n. 16), p. 322 et s.

52 LEGNER, Joachim Gauck (voir n. 8), p. 191 et s.

53 *Ibid.*, p. 192.

54 GAUCK, *Winter im Sommer* (voir n. 21), p. 266 avec une auto-citation (face à un responsable du personnel en charge du recrutement: »Wieviele SED-Mitglieder haben Sie mir denn heute wieder reingedrückt?«

l'apparition de formes et d'instruments politiques peu conventionnels⁵⁵. Ce faisant, Gauck dans son rôle de BStU a rapidement nié exercer un quelconque pouvoir politique: »Voir l'ensemble comme l'exercice d'un pouvoir m'est réellement étranger.«⁵⁶ Pourtant, on peut à peine douter que la direction du BStU soit en réalité une fonction politique puissante, même si les logiques qui sous-tendent l'exercice de son pouvoir sont peu conventionnelles. Car, de toute évidence, la gestion, le traitement, la mise à disposition, la recherche et l'évaluation de l'héritage légué par le service secret d'une dictature sous la forme de dossiers, constituent une forme d'exercice du pouvoir, non seulement si l'on considère chaque cas particulier, mais également d'un point de vue institutionnel. L'encadrement législatif de l'activité de l'administration n'y change rien. Le monopole des dossiers détenu par l'administration justifie un espace de conception politique au sein duquel le pouvoir et la revendication de pouvoir du MfS continuent d'agir, même si celui-ci est modifié d'un point de vue juridique.

L'encadrement par la théorie du pouvoir et celle de la domination révèle des angles d'approche susceptibles d'éclairer la relation qu'entretiennent la fonction et la personne de Joachim Gauck dans son rôle de dirigeant du BStU. Pour mieux comprendre le travail (et le succès) de Gauck, il est essentiel de prendre d'abord en considération les fondements de l'histoire des idées sur lesquels repose le projet de mise en lumière que Gauck représente en tant que responsable du BStU. Il s'avère que le message et le messager se correspondent d'un point de vue historiquement rare et se renforcent à tour de rôle.

Domination et Habitus

I. Le travail de mémoire (Aufarbeitung) dans l'esprit d'une mise en lumière (Aufklärung)

Le travail du BStU est placé sous le signe d'une mise en lumière, *Aufklärung*. Si le StUG et le discours historique privilégient plutôt le terme de travail de mémoire, *Aufarbeitung*, c'est justement dans l'intention d'une mise en lumière. À ce titre, il est nécessaire d'associer à l'acceptation dominante du terme de *Aufarbeitung* sa source étymologique, à savoir l'élément d'investissement en travail, plus ou moins laborieux, d'un certain effort, couplé tantôt avec l'objectif de se débarrasser d'un poids ou d'une obligation, tantôt avec celui d'atteindre l'amélioration d'une chose, d'une personne ou d'un état⁵⁷. Dans le contexte sociopolitique de son emploi, le terme de *Aufarbeitung* combine plusieurs de ces éléments et qualifie à la fois le processus de révision (*Bearbeitung*) et de transformation (*Verarbeitung*) d'expériences historiques, et pose entre autre objectif celui de se les approprier par leur transformation⁵⁸; le travail de mémoire fonctionne comme une catharsis. Cette interprétation trouve un écho chez Karl Jaspers qui formule les choses de la manière suivante: »Le nettoyage est un procédé interne, qui n'est jamais fini, mais qui est continuellement un accomplissement de soi«⁵⁹ et »pour ce qui est de la responsabilité, la considération des pensées exposées [sur la responsabilité collective, JK] est un chemin [...] elles doivent être remémorées, appropriées et proscrites avec l'être propre. Cet accomplissement et ce qui en résulte est un nettoyage«⁶⁰.

55 Klaus KRAEMER, Charismatischer Habitus. Zur sozialen Konstruktion symbolischer Macht, dans: Berliner Journal für Soziologie 12/2 (2002), p. 173–187, ici p. 174.

56 GAUS, Neue Portraits (voir n. 13), p. 195.

57 Jakob GRIMM, Wilhelm GRIMM, Deutsches Wörterbuch, 16 vols, Leipzig 1854–1961, version en ligne du 17 octobre 2015, vol. 1, col. 617.

58 À propos de la pensée d'appropriation en tant que noyau de la *Aufarbeitung*, voir Theodor W. ADORNO, Was bedeutet: Aufarbeitung der Vergangenheit?, dans: ID., Gesammelte Schriften, vol. 10/II, Francfort/M. 2003, p. 555.

59 Karl JASPERS, Die Schuldfrage (1946), Heidelberg 1974, p. 90.

60 Ibid., p. 91.

C'est seulement la transformation active et utile du passé qui ouvre donc la possibilité de laisser derrière soi les expériences historiques dans l'objectif d'atteindre un ordre sociétal et politique meilleur. C'est ce que Theodor Adorno exprime à ce sujet: »le passé sera traité uniquement lorsque les causes du passé seront éliminées. Seulement parce que les causes persistent, son ban ne fut pas rompu jusqu'à aujourd'hui«⁶¹. L'acceptation qui se dégage ici du terme de travail de mémoire repose sur les principes de l'histoire des idées de l'*Aufklärung* qui, si l'on ignore l'imprécision historique souvent associée au concept⁶², a pour but une »émancipation de l'homme du monde de la généalogie historique, c'est-à-dire sa libération de toute autorité, idéologie, ordre, attache, institution et convention« et »qui n'est pas capable de résister à la vérification critique par la raison humaine autonome. [...] Les lumières [aspirent] à l'éducation de l'homme au statut de créature rationnelle consciente d'elle-même et à un mode de vie moral autonome«⁶³.

Selon Tobias Cohn, l'*Aufklärung* cherche à éliminer »la minorité..., la croyance en l'autorité et pour cela de délier la langue à l'esprit propre, l'esprit du temps«⁶⁴. Sans cesse, un élément pédagogique résonne dans la notion d'*Aufklärung*, et ce non seulement dans une perspective individuelle correspondant au renouveau de l'individu qui s'extrait d'un statut de mineur politique dont il est le seul responsable, mais aussi dans une perspective collective⁶⁵.

La proximité du rapport entre le travail de mémoire historique sur les torts engendrés par un système et l'idée de l'*Aufklärung* va de soi: le regain d'autonomie personnelle sur son propre destin est indéniable, la connaissance d'une possible (dé-)formation par un appareil de pouvoir d'État correspond à une exigence de mise en lumière, non seulement d'un point de vue individuel, si l'on considère les conséquences psychologiques à long terme de la terreur exercée par le MfS⁶⁶, mais aussi d'un point de vue sociétal⁶⁷. L'individu est affranchi de son état de minorité, il récupère la jouissance d'un droit grâce à la libre disposition des données qui le concernent et rétablit son droit vis-à-vis de l'ordre institutionnel passé de la RDA⁶⁸. Pour cette raison, Gauck parle d'expérience de la recherche de soi, »Experiment der Selbstfindung«⁶⁹, le défenseur des droits civiques Gerd Poppe parle quant à lui d'un regain des années qu'on croyait perdues, »Rückgewinnung verloren geglaubter Jahre«⁷⁰. Ce n'est donc pas un hasard si le droit commun

61 ADORNO, *Aufarbeitung* (voir n. 58), p. 572.

62 HORST STUKE, *Aufklärung*, dans: OTTO BRUNNER, Werner CONZE, Reinhart KOSELLECK (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe*, vol. 1, Stuttgart 1972, p. 243 (245 et s.)

63 *Ibid.*, p. 245.

64 Tobias COHN, *Die Aufklärungs-Periode*, Potsdam 1873, p. 4.

65 LORENZ VON WESTENRIEDER, *Aufklärung in Bayern (1780), 1832*, p. 1.

66 Marianne BIRTHLER, *Freiheit ist Einsicht in die Akten*, in: SUCKUT, WEBER (dir.), *Stasi-Akten* (voir n. 17), p. 34: »Die Operationen des MfS haben Schäden bewirkt, die verschiedentlich bis heute nachwirken«; voir aussi Stefan TROBISCH-LÜTGE, Karl-Heinz BOMBERG (dir.), *Verborgene Wunden*, Gießen 2015; Martin AHRENS (dir.), *Verführung, Kontrolle, Verrat: Das MfS und die Familie. Zeitzeugen berichten*, Berlin 2015 (Schriftenreihe der Beauftragten zur Aufarbeitung der Folgen der kommunistischen Diktatur, 6); Ruth HOFFMANN, *Stasi-Kinder: Aufwachsen im Überwachungsstaat*, Berlin 2013; Christoph SEIDLER, Michael J. FROESE, *Traumatisierungen in (Ost-)Deutschland*, 2006; Thomas PLÄNKERS, Ulrich BÄHRKE, Monika BALTZER u. a., *Seele und totalitärer Staat: Zur psychischen Erbschaft der DDR (Psyche und Erbe)*, Gießen 2005.

67 BIRTHLER, *ibid.*, p. 44: »Der Satz [Freiheit für meine Akte] blieb im Gedächtnis und stand als Metapher dafür, dass die Einsicht in die Akten befreiende Wirkung haben kann. Das gilt für Individuen ebenso wie für die Gesellschaft insgesamt.«

68 *Ibid.*, p. 27, Birthler parle de »den Opfern der Diktatur Genugtuung zu verschaffen«.

69 Hans-Joachim NOACK, *Vergeben ist ganz einfach*, dans: *Der Spiegel* 1/1991, p. 24 et s.

70 Gerd POPPE, *Deutscher Bundestag, Plenarprotokoll 12/57*, p. 4699, à propos du StUG: »Nicht die vielbeschworenen Rachegeleüste werden letztendlich die Folge der Lektüre sein, sondern die Wiederaufnahme des Gesprächs, die Neuentdeckung verloren geglaubter Jahre«.

de la personne constitue le noyau matériel juridique aux débats sur le StUG, et plus particulièrement le droit des victimes de la terreur exercée par le MfS⁷¹. Le fondement du point de vue de l'histoire des idées du discours sur le travail de mémoire, qui trouve sa source dans l'*Aufklärung*, rencontre ainsi un puissant espace de résonance dans les structures constitutives du droit commun de la personne: la garantie de l'autonomie personnelle et de la protection de l'intégrité personnelle constituent le centre de gravité de celui-ci⁷². Mais l'épanouissement personnel manquera nécessairement son but chez celui dont une image de soi autonome, la possibilité d'être »plastés et ficator« (*Pico della Mirandola*) a été durablement limitée, voire rendue impossible du fait de l'espionnage et de la surveillance⁷³. Dans le travail de mise en lumière (*Aufklärung*) de la terreur exercée par le MfS, il s'agit donc d'établir la vérité à la place des mensonges et des légendes, »Wahrheit an [der] Stelle von Lügen und Legenden«⁷⁴, ou bien, selon les termes de Ludwig Wieland, d'établir une connaissance telle qu'il est possible de distinguer à n'importe quel moment et n'importe où le vrai du faux, »so viel Erkenntnis, als nötig ist, um das Wahre und das Falsche immer und Überall unterscheiden zu können«⁷⁵.

Le fait que les torts infligés par le MfS constituent un point d'ancrage tout désigné à un travail de mémoire motivé par un souci de mise en lumière au sens propre, découle également d'une autre réflexion. En effet, l'impulsion initiée par la pensée de l'*Aufklärung* est motivée par une critique de la religion. Si on le formule de manière plus générale, il s'agit d'émanciper l'homme de contraintes et structures aliénantes⁷⁶. Si on considère la perspective des conditions pré-rationnelles de validité de la domination totalitaire, c'est en ce point que se recoupent l'exigence moderne et l'objet du travail de mémoire autour des torts causés par le MfS⁷⁷: le recours symptomatique des régimes totalitaires à des pratiques d'exercice des plein-pouvoirs politiques fonde son action d'une manière à la fois mythologique et mystique. On aime à comprendre la domination de la SED et la terreur exercée par le MfS comme un fait typiquement bureaucratique et temporel. Ce faisant, et cela vaut pour le MfS, l'on ne décrit que la perspective intérieure de son mode organisationnel. Cependant, vers l'extérieur, cette domination n'a pas été efficace – et au sens webérien encore moins légitime. Bien au contraire: l'expérience de l'individu face au MfS et plus généralement face à la dictature de la SED, telle qu'elle est décrite dans de nombreux témoignages, est une expérience de soumission, d'arbitraire et d'impuissance⁷⁸. Selon les termes de Ulrike Poppe: »un citoyen peut défendre ses droits face à l'État. En RDA l'administration ne devait aucune justification au citoyen. Tout était décidé arbitrairement, par l'autorité de l'État, la direction de l'entreprise, la direction du parti. Que l'on obtienne un téléphone, une voiture, que l'on apprenne un certain métier ou que l'on puisse étudier, l'individu était livré à un pouvoir décisionnel opaque. Beaucoup dépendait du bon comportement. C'est un fort

71 À propos des questions de protection du droit de la personne, voir Kai BONITZ, *Persönlichkeitsrechtsschutz im Stasi-Unterlagen-Gesetz*, Berlin 2009; DROHLA, *Aufarbeitung* (voir n. 17).

72 Horst DREIER, dans: ID. (dir.), *Grundgesetz*, vol. 1, Tübingen 32013, ARTICLE 2, paragraphe 1 Rn. 69.

73 À propos de l'épanouissement personnel et de l'image de soi en tant qu'objets du droit commun de la personne, *ibid.*, Rn. 70.

74 BIRTHLER, *Freiheit* (voir n. 66), p. 29.

75 Christoph Martin WIELAND, *Sechs Antworten auf sechs Fragen* (1798), Leipzig 1857, p. 372.

76 Klaus SCHOLDER, *Aufklärung*, dans: Hermann KUNST, Siegfried GRUNDMANN (dir.), *Evangelisches Staatslexikon*, Stuttgart 1966, col. 82: »Kampf gegen alle ›Vorurteile‹ als Ausdruck eines dogmatisch gebundenen, supranatural bestimmten Weltbildes«.

77 Thomas PETERSEN, *Allmacht und totale Herrschaft*, dans: Günther BONHEIM, Thomas REGEHLY (dir.), *Mystik und Totalitarismus. Böhmen Studien. Beiträge zur Philosophie und Philologie*, Berlin 2003, p. 51.

78 GIESEKE, *Die Stasi* (voir n. 19), p. 163 et s.

instrument de discipline. On était constamment sommé de prendre une position politique et on ne savait pas quels inconvénients cela pouvait avoir si l'on s'y refusait⁷⁹.

À ces expériences ouvertement vécues comme arbitraires par de nombreux citoyens de la RDA s'ajoute également la réalité d'une surveillance personnelle intensive par le MfS, la surveillance du courrier et des télécommunications ainsi que la surveillance effectuée par les collaborateurs informels, dont les services d'informateurs jouent un rôle important dans les stratégies de surveillance et de déstabilisation menées par le MfS⁸⁰. Dans le contexte du présent article, la question, intensivement discutée au cours des dernières années, relative à la taille réelle du contingent d'informateurs officieux (IM) du MfS, n'est pas pertinente⁸¹. En cultivant sa volonté de toute puissance et son omniprésence, voire en les simulant partiellement⁸², le MfS, soutenu également par la surveillance effective, est parvenu à s'établir comme une entité structurante du quotidien de la RDA⁸³ dont les parallèles avec le »Ministry of Love« de Orwell s'imposent⁸⁴. Que les possibilités d'influence et de surveillance n'aient en réalité pas du tout été aussi puissantes qu'on le présume, convenait parfaitement au MfS. Celui-ci s'était façonné le statut d'un véritable mythe social et psychologique⁸⁵. Il en découle une situation globale confuse dans laquelle le MfS, institution inquiétante⁸⁶, cultive tantôt l'absence, tantôt la présence, tantôt l'arcanisme, tantôt le public. Il se révèle comme un *deus ex machina* totalitaire, dont la présence et l'intervention relèvent du hasard et de l'arbitraire et sont potentiellement toujours possibles. Cette potentialité de la menace a eu pour effet de produire une »mentalité de sujétion, notamment dans les domaines (politique et dans la stratification sociale) centraux de la population de RDA, qui agissait souvent dans de telles situations d'implication [induits par le MfS, JK]«⁸⁷.

À ce titre, le travail du BStU sous sa houlette se caractérise par le fait que Gauck utilise une rhétorique particulière⁸⁸ afin de désigner cette forme de servilité »a métaphorique d'une maladie et d'une attente de guérison qui en est dérivée«. À cette rhétorique correspond la critique de l'administration lorsque l'auteur reconnaît dans l'action de celle-ci un trouble obsessionnel compulsif de purification de l'État, »Waschwang des Staates«⁸⁹.

En fin de compte, il est nécessaire de comprendre le travail de mémoire autour de la terreur exercée par le MfS comme un projet social et psychologique de mise en lumière, en vue de briser la puissance du secret et du savoir de domination, »Macht des Geheimen und des Herrschafts-

79 Entretien avec Ulrike POPPE, défenseur des droits civiques, Alles weg, alles neu, Chrismon 10/2014 (téléchargeables sur www.chrismon.de)

80 Au sujet d'un aperçu du recrutement et des champs d'action des IM, voir récemment Bernd FLOORATH, Die inoffiziellen Mitarbeiter, dans: Daniela MÜNDEL (dir.), Staatssicherheit. Eine Lesebuch zur DDR-Geheimpolizei, Berlin 2015, p. 40 et s.

81 À propos des estimations allant jusqu'à 190 000 IM, voir le point de vue critique de Ilko-Sascha KOWALCZUK, Stasi konkret, Munich 2013, p. 209 et s.

82 Ilko-Sascha KOWALCZUK, DDR-Alltag und MfS, dans: MÜNDEL (dir.), Staatssicherheit (voir n. 80), p. 69: »Denn es gehörte zu den Absichten des MfS bis zur Auflösung, seine Tätigkeit selbst zu dämonisieren und zu mythisieren. Dahinter stand ein Herrschaftsprinzip, das darauf aufbaute, Angst zu erzeugen, einzuschüchtern und Individualität zurückzudrängen.«

83 GIESECKE, Die Stasi (voir n. 19), p. 163 et s., toutefois avec une considération et un jugement différenciés sur le MfS comme »Big Brother?«.

84 KOWALCZUK, Stasi konkret (voir n. 81), p. 212: »Die in der DDR vermutete Allgegenwart des MfS hing ganz wesentlich mit der Annahme zusammen, dass es mit einem riesigen Heer an Spitzeln arbeitete, die überall herumschnüffelten.«

85 GIESECKE, Die Stasi (voir n. 19), p. 166.

86 GAUCK, Die Stasi-Akten (voir n. 28) parle dans son sous-titre de »unheimlichen Erbe« du MfS.

87 GIESECKE, Die Stasi (voir n. 19), p. 168.

88 Ibid.

89 Daniela DAHN, Der Waschwang des Staates oder wem gehört die Gauck-Behörde?, dans: Jochen ZIMMER (dir.), Das Gauck-Lesebuch, Eichborn 1998, p. 17 et s.

wissens»⁹⁰, et par conséquent comme un projet de raison. Dans la manière où son individualisme constitutif est érigé contre l'institution toujours active du MfS, ce projet s'inscrit dans une tradition d'évolution des droits de l'homme que Hans Joa a conceptualisé par la sacralisation de la personne, »Sakralisierung der Person«⁹¹. De par l'absence de modèles préexistants et de par son incommensurabilité⁹², il s'agit également d'un projet improbable, de même que l'est la réalisation de celui-ci par l'administration. Qu'il soit toutefois parvenu à s'établir et qu'il soit entre-temps prolongé jusqu'à 2019, alimente pourtant la recherche des conditions qui ont contribué à son succès.

II. Domination charismatique et personnalisation

Qu'aujourd'hui encore, l'on associe au BStU le nom de Gauck (même si l'administration a ensuite été désignée par la Birthler-Behörde et l'est aujourd'hui sous le nom de Jahn-Behörde), justifie avec emphase à quel point la fonction individuelle et institutionnelle se confondent dans la personne de Gauck et s'influencent mutuellement.

Il est possible que cette fusion ait été alimentée par le fait que la désignation, plutôt rare dans la culture de l'administration allemande, de l'administration en tant que »Der Bundesbeauftragte« porte en elle le germe d'une personnalisation porteuse d'identification. Ainsi visible, la désignation adaptée de l'administration reprend le terme de »Sonderbeauftragte«, fonction que Gauck occupe dans la période intérimaire qui s'étend entre la réunification et l'entrée en vigueur du StUG. Juste avant cela, il est le président de la commission spéciale (Sonderausschuss) de la Volkskammer, chargée du contrôle de la liquidation du MfS/AfNS.

C'est moins dans les évaluations affirmatives de son travail que dans la critique de celui-ci que transparait à quel point cette relation est aussi à interpréter comme l'association d'un charisme personnel et d'un charisme idéologique susceptibles de mutuellement se renforcer. Aujourd'hui encore, son action en tant que BStU fait l'objet de vives critiques, surtout de la part d'anciens représentants des élites de la RDA et de représentants de l'aile politique gauche⁹³. Les seuls éléments de langage de cette critique, dans le choix du vocabulaire, rendent compte de la constitution *ex negativo* du profil charismatique de Gauck, notamment lorsqu'il est question de l'»Inquisiteur«⁹⁴ ou de »Großinquisiteur«⁹⁵. Ulrich Schacht a rendu compte des descriptions de Gauck données par Werner Mittenzwei, un influent chercheur en littérature et fonctionnaire scientifique de la RDA comme »figure grotesque d'un Polit-curé qui agit sataniquement, face auquel l'auteur trouve même à Ulbricht et Mielke des traits fortement humains«⁹⁶.

90 BIRTHLER, Freiheit (voir n. 66), p. 27.

91 Hans JOAS, Die Sakralität der Person, Berlin 2011/2015, p. 23 et s., à propos de la naissance des droits de l'homme, issue du »Charisma der Vernunft«.

92 Les fonds archivés du BStU sont énormes: 111 km linéaires de dossiers, plus de 1,7 millions de photos et de microfiches, plus de 30 000 films, vidéos et enregistrements sonores, environ 4500 fichiers avec 41 millions de fiches et plus de 10 000 disquettes, disques durs etc. plus plusieurs milliers de copies de dossiers.

93 Il est nécessaire de distinguer la critique du travail de l'administration mise en place du débat de fond sur la légitimité ou non d'ouvrir les dossiers du MfS. Ce débat fait également l'objet de réponses diverses chez les représentants des mouvements civiques pendant toute la période de la *Wende*. À ce sujet, se référer à BECKER, Geschichtspolitik (voir n. 16), p. 318.

94 Klaus HUH, Die Gauck-Behörde: Der Inquisiteur zieht ins Schloß, Berlin 2012 (Huhn est le chef des sports du »Neues Deutschland«, fonctionnaire sportif de la RDA et selon des articles de presse IM du MfS).

95 Voir par exemple chez HORST WINTERSTEIN, Für die Stasi ein Staatsfeind – für Gauck auch! dans: ZIMMER (dir.), Das Gauck-Lesebuch (voir n. 89), p. 220 et s.

96 SCHACHT, Ein Fall von Murli-Bing (voir n. 15), p. 74.

On peut certes ignorer la virulente critique exprimée contre Gauck en la considérant comme un mal nécessaire qui accompagne la transformation d'un système qui n'a lieu qu'une fois dans l'histoire et à la suite de laquelle les élites politiques et culturelles du système déchu sont par définition soumis à une importante pression. Les images langagières utilisées puisent également leur force rhétorique dans la référence à l'origine de pasteur de Gauck et dans la tentative de discréditer celle-ci. L'intensité de la critique qui atteint son point culminant dans la personne de Gauck trahit cependant dans le même temps quelque chose sur le degré de personnification lié au charisme, incarné par la personne de Gauck au cours de la mission historique de travail de mémoire qui débute après la *Wende*.

Le concept de personnification, complexe, doit cependant être compris comme le phénomène suivant lequel la personne se transforme en un modèle d'interprétation: dans la présentation qu'il fait de son organisation, par la représentation de l'organisation qu'il fait dans les médias ou encore dans la perception de l'organisation par le grand public⁹⁷. La personne accède à un tel modèle dès lors qu'elle se montre particulièrement destinée à incarner à la fois la culture et l'éthique de l'organisation, ce qui est présentement le cas. Pour cette raison, on considère très souvent les phénomènes de personnification comme des phénomènes réduisant la part de rationalité⁹⁸, de même que le rapport avec les faits et celui avec la personne seront opposés, comme dans la communication médiatique par exemple⁹⁹. Au fond de ces estimations se cache la crainte qu'à terme les stratégies de personnification (politique) remettent en question les hypothèses fondamentales d'un ordre démocratique opérant sur une base délibérative et rationnelle, selon lesquelles »la narration simplifiante [gagnerait] face à l'argumentation mesurée«¹⁰⁰.

En résumé, l'image l'emporte sur les mots. La question de savoir si et dans quelle mesure il est nécessaire de souscrire à la thèse d'une réduction de la part de rationalité à travers la personnification, en tout cas dans le domaine central occupé par la politique, elle doit cependant rester ouverte. En ce qui concerne la situation des affaires politiques courantes placées sous la pression d'un processus décisionnel placé sous l'observation des médias, l'estimation selon laquelle une personnification plus efficace de positions politiques aplanit les argumentations, voire les rend superflues et par conséquent leur ôte leur rationalité, peut paraître tout à fait pertinente. Il est cependant nécessaire de douter que ce soit à ce point le cas dans le contexte du travail de mémoire entamé par le BStU sur les torts causés par le MfS et de la concentration autour de Joachim Gauck en tant que dirigeant de l'institution. Ces doutes se nourrissent principalement des tâches dévolues au BStU, et plus particulièrement de la mission de travail de mémoire, hautement généralisé, présente dans le § 1, alinéa 1, n° 3 du StUG¹⁰¹. Non pas qu'il s'agisse d'une mission totalement atypique pour une administration d'État, mais pour le reste, il est difficile de comparer l'activité de l'administration avec des prérogatives administratives convention-

97 EISENEGGER, *Phänomenologie* (voir n. 5), p. 13, qui appuie sa définition à la structure de la définition de la personnification dans le domaine politique présentes chez Christina, HOLTZ-BACHA, Eva-Maria LESSINGER, Merle HETTESHEIMER, *Personalisierung als Strategie der Wahlwerbung*, dans: Kurt IMHOF, Peter SCHULZ (dir.), *Die Veröffentlichung des Privaten – Die Privatisierung des Öffentlichen*, Opladen 1998, p. 240 (241 et s.).

98 Aperçu chez Jochen HOFFMANN, Juliana RAUPP, *Politische Personalisierung: Disziplinäre Zugänge und theoretische Folgerungen*, dans: *Publizistik* 51 (2006), p. 456–478.

99 HOLTZ-BACHA, LESSINGER, HETTESHEIMER, *Personalisierung* (voir n. 97), p. 242 et s.

100 EISENEGGER, *Phänomenologie* (voir n. 5), p. 12.

101 Dans la même perspective, voir GIESEKE, *Die Stasi* (voir n. 19), p. 282: »Das personalisierende Namens Kürzel ist nicht nur dem komplizierten offiziellen Titel geschuldet, sondern auch indirekter Ausdruck der Tatsache, dass hier unter einem Dach eine ganze Reihe von Funktionen gebündelt werden, die sprachlich und inhaltlich nicht auf einen Nenner zu bringen sind: Archiv, Überprüfungsbehörde, Museum, politische Bildungseinrichtung«.

nelles. Plus précisément, le BStU n'a jamais constitué une archive au sens classique du terme¹⁰², ce que la discussion tantôt latente, tantôt actuelle sur l'assimilation de ses fonds à la Bundesarchiv à Coblenz ne saurait dissimuler. La mission de travail de mémoire confiée au BStU est dans la perspective d'une finalité administrative et juridique insaisissable, mais elle demeure un objectif sociétal auquel l'administration ne peut que contribuer. Mais là encore, dans cette perspective sociétale, le travail de mémoire reste quelque chose de diffus, car il n'existe pas de paramètres préexistants qui permettraient de mesurer si et dans quelle mesure l'objectif a été ou non atteint. Il est nécessaire ici de nommer deux raisons à cela, à savoir d'abord l'objet même du travail de mémoire, et ensuite, la genèse de l'idée même de travail de mémoire.

Sur le premier point: le travail de mémoire constitue une catégorie relationnelle qui, dans l'intérêt d'un ordre futur de la société, allie le présent à des faits historiques. La mise en relation est, aussi normative que systématique, le travail de mémoire s'effectue alors autour des questions d'ordre et de caractérisation des torts. L'objet de référence du travail de mémoire est intrinsèquement un objet incommensurable, il est à peine possible de mesurer entièrement les torts commis par le MfS, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Certes, on peut penser qu'à un point futur donné, qu'il reste cependant à déterminer, l'ensemble des dossiers a été clôturé et aura fait l'objet d'une analyse et d'une évaluation à l'échelle individuelle et institutionnelle. Mais, eu égard à la quantité immense de pièces de dossiers qui ne constituent que le substrat matériel des torts commis, et qui à ce titre *représentent*, sans pour autant *rendre totalement compte*, ce ne sont donc à terme que des fragments de ces torts qui sont reconnaissables sans que ces derniers puissent être quantifiés ou qualifiés dans leur totalité. À terme, il faut escompter des zones d'ombre, des perceptions déformées, des approximations. De plus, plus les torts commis par le MfS ne seront vus que sous leur angle historique, détachés du témoignage de leurs auteurs et de leurs victimes, le travail de mémoire change durablement de mode en passant d'une appropriation réfléchie du savoir reconstitué par le travail de mémoire à une mise à disposition compilée. Le caractère insaisissable des torts commis par le MfS se prolonge donc également dans le caractère insaisissable du travail de mémoire à leur sujet. Parler de travail de mémoire sous-entend donc de parler sur un mode des plus hautement symboliques d'un état qu'il est théoriquement souhaitable d'atteindre, mais qui, d'un point de vue pratique, demeure inaccessible. Les soixante-dix ans de travail autour des torts commis par les nazis offre une preuve éloquente de l'impossibilité structurelle à achever un processus de travail de mémoire.

Sur le second point: l'aperçu sur la naissance du BStU et du StUG a montré que l'un comme l'autre sont issus d'un état d'urgence de crise historique et de transformation¹⁰³. Le mouvement des droits civiques, puis les grévistes de la faim présents dans la centrale du MfS et enfin la délégation de la Volkskammer confiée à la commission extraordinaire ont garanti un travail de mémoire reposant sur une structure, organisée sous la forme d'une administration, au-delà également d'un arsenal juridique (et pénal) bien rôdé, en forçant l'intégration du protocole complémentaire à l'accord de réunification ainsi que l'institutionnalisation d'une administration dédiée. Le travail de mémoire autour des torts commis par le MfS, mené par le BStU, peut se percevoir comme un paradoxe qui s'exprimerait sous la forme d'une révolution administrativement institutionnalisée, comme une sorte d'état d'urgence pérennisé¹⁰⁴. Cette analyse ne s'épuise pas dans un jeu de mots institutionnel, mais se reporte également sur l'activité de

102 Voir Thomas LINDENBERGER, *Affirmative action – zur politischen Philosophie des Stasiunterlagengesetzes und ihren Folgen für die wissenschaftliche Erforschung der DDR-Geschichte*, dans: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte 53 (2003), p. 338–345, ici p. 339.

103 Voir à ce sujet Erhart NEUBERT, *Arbeitsweise der »Gauck-Behörde« im gesellschaftlichen Kontext*, dans: Ralf K. WÜSTENBERG (dir.), *Wahrheit, Recht und Versöhnung*, Frankfurt/M. 1998, p. 65.

104 Pensée développée par NEUBERT, *ibid.* mais également par Konrad SCHULLER, dans: *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30 septembre 2000, p. 4; reprise par BECKER, *Geschichtspolitik* (voir n. 16), p. 384.

l'administration et de ses dirigeants. En effet, l'exigence historique de divulgation des dossiers, de la publication des listes de collaborateurs, officiels ou non, du MfS, le souhait d'une catharsis révolutionnaire s'est toujours heurté et se heurte encore aux limites fixées par l'État de droit, limites qui érigent des droits à la défense, des obligations de protection et des réflexions mesurées. Le souci de divulgation révolutionnaire est quant à lui absolu et ne reconnaît aucune échelle de droit normative garantissant la justesse, la nécessité et la tempérance. Face aux torts catégoriques du MfS, il oppose un remède tout aussi catégorique qui refuse de se diluer dans les nuances de gris imposées par l'État de droit¹⁰⁵. Cette tension inhérente n'a pas été sans conséquence sur la culture et le travail internes de l'administration¹⁰⁶, néanmoins elle a entre-temps acquis une forme de quotidienneté qui n'est plus que sporadiquement brisée que par des découvertes plus importantes et médiatisées, comme par exemple le cas du policier de Berlin-Ouest, Karl-Heinz Kurras, qui a tiré mortellement sur l'étudiant Benno Ohnesorg, révélé en 2009 comme étant un IM du MfS¹⁰⁷.

D'une manière générale, il s'avère que la mission de travail de mémoire confiée au BStU, qui ne constitue pourtant qu'un pan, même s'il est conséquent, du travail de mémoire global sur l'histoire de la RDA, se distingue par son objet mais aussi par sa genèse de la conception traditionnelle de l'activité administrative. Cette tâche est souvent insaisissable ou plus exactement elle ne peut être que partiellement saisie, mais elle a toujours fait parallèlement l'objet, en tout cas dans le contexte de l'époque de la *Wende*, d'une importante attention publique et politique. Dans ces conditions, il est donc peu surprenant que des phénomènes de personnification charismatique ait eu prise sur le directeur de l'administration, Gauck. Dans ce cas, la personnification doit être également et surtout comprise comme une réduction de la complexité qui permet d'articuler ou de délibérer des concepts de travail de mémoire sociétal, exigeants et abstraits. On est en droit de douter du fait que, dans ce processus, la personnification ait conduit à un affaiblissement de la rationalité du discours. Au contraire domine l'impression que la personnification du travail de mémoire, incarnée par la personne de Gauck, puis ensuite par l'inflexible Marianne Birthler, «unbeugsame Marianne»¹⁰⁸, est une réponse hautement plausible et conséquente à la terreur exercée par le MfS. Tandis que cette terreur est souvent ressentie comme latente, impersonnelle, bureaucratique, technocratique, comme une disparition de la personne agissante au profit de l'institution du MfS – Hannah Arendt parle de responsabilité irresponsable des régimes totalitaires technocratiques¹⁰⁹, les efforts de travail de mémoire qui suivent la *Wende* introduisent ainsi une antithèse importante. L'administration chargée du travail de mémoire, mise en place par l'État de droit «vainqueur» revêt son caractère charismatique. Elle oppose à l'effroi anonyme suscité par le MfS un sauveur personnifié, à la complexité opaque et mystique un rhéteur de la raison. Des motifs religieux aux traditions très anciennes se fraient un chemin, celui d'un Messie apportant le salut, celui d'une figure de lumière céleste incarnée par le Séraphin vengeur, mais assurément aussi les images d'un homme au service du bien, sans crainte devant le mal. Il est nécessaire de considérer comme un hasard historique le fait que la personne de Gauck, de par son origine, sa personnalité et son art rhétorique fût désignée pour une stratégie de la personnification, sans pour autant prendre nécessairement position dans la controverse qui touche le travail du BStU. Mais il est également nécessaire de souligner que cette personnification a été le point de départ d'une critique sévère, comme celle d'Inga Markovits: »Led by a man who, as a pastor, had a professional stake, and as a former dissident, a per-

105 Voir à ce sujet SCHULLER, *ibid.*

106 *Ibid.*

107 BECKER, *Geschichtspolitik* (voir n. 16), p. 366 et s.

108 Citation accompagnée d'autres éléments et du contexte (le cas Kohl) chez BECKER, *ibid.*, p. 324.

109 Hannah ARENDT, *Organisierte Schuld*, dans: EAD., *Die verborgene Tradition* (1976), Francfort-sur-le-Main 2000, p. 41.

sonal stake, in *seeing the world divided into light and darkness* and in classifying its inhabitants as either *righteous or sinners*, the Agency has done its best to keep these distinctions clean by sheltering the victims and by exposing the perpetrators to public shame¹¹⁰.

Une interprétation alternative s'impose également: on peut très bien comprendre comme un tour ironique de l'Histoire le fait que l'incarnation de la domination (de la terreur) bureaucratique soit contrée, à des fins de mise en lumière, par la mise en place d'une administration puissante à la fois politiquement, juridiquement et par l'importance de son personnel¹¹¹, administration qui, dans de nombreuses procédures internes révèle d'étonnants parallèles avec le MfS. À ce sujet encore, Markovits:

»Maybe it is not surprising that the *Gauck* Authority, as the sole keeper and administrator of the Stasi files, also shares some of the attributes and habits of the organization whose corrupt estate it has inherited. Maybe the Stasi poison is still strong enough to affect those who touch it, even years after the collapse of Socialism [...] Both deal with secrets and with skeletons: the one, exploiting their existence in people's closets, the other bringing them out into the light. Both process and pass on highly dubious information: lies, innuendos, exaggerations, defamations, hearsay (in fact, courts in the Federal Republic repeatedly have declared Stasi information to be too unreliable to count as evidence [...]). Both had or have a highly personal working style: the Stasi through personal surveillance and betrayal, the *Gauck* Authority through its pastoral solicitude for Stasi victims, whose confrontation with their past the Agency carefully manages and controls. [...] As the Stasi was, the *Gauck* Authority is not bound by the rules of ordinary data protection [...] It seems no accident that the *Gauck* Authority is the only post-Socialist federal agency that in its work still makes use of the infamous GDR »personal identification number« (*Personenkennzahl*, or PKZ). The idea of a personal UID number for every citizen has always been anathema to German data protection, and the Unification Treaty, accordingly, called for the abolition of the PKZ. The *Gauck* Authority, by special legislation, was allowed to continue its use through the year 2005 [...], supposedly to facilitate the deciphering of Stasi cover names. And, like the Stasi, the *Gauck* Authority perceives the world in Manichaean terms of light and darkness, replacing the Stasi's dichotomy of friend and foe with that of victim and perpetrator¹¹².«

Dans cette perspective qui établit une analogie entre le MfS et le BStU, il est également possible de comprendre la charismatisation comme le corrélat du culte de la personnalité, caractéristique des états socialistes, qui est établi en tant que façade des dictatures bureaucratiques et technocratiques. Si le culte de la personnalité a aidé à dépasser le décalage existant entre l'ambition de domination utopique et la réalité, crue, de la domination, la personnification poussée de la direction de l'administration dans les conditions données de l'État de droit démocratique rend tout juste supportables la survivance des dossiers du MfS, substrat matériel des préjudices commis, leur signification durable et leur force de déflagration sociale.

Cette logique suit une loi du talion. Les charismatisations sont également désignées pour dissimuler les déficits latents que révèlent presque nécessairement le travail de mémoire, fondé sur l'État de droit, autour des préjudices, face aux besoins de justice éprouvés par les anciennes vic-

110 Voir par exemple MARKOVITS, *Selective Memory* (voir n. 13), p. 540 [les mises en exergue ne sont pas dans leur version originale].

111 Avec plus de 3300 collaborateurs au plus fort de son activité, l'administration possédait trois à quatre fois plus de collaborateurs que les plus petits ministères fédéraux.

112 MARKOVITS, *Selective Memory* (voir n. 13), p. 553 (dans la note de bas de page 60).

times du régime. Cette thèse se trouve renforcée par le fait que Marianne Birthler et Roland Jahn, dans des circonstances personnelles et politiques différentes, ont également occupé une position personnifiée à part dans le paysage des responsables d'administrations fédérales. Le parcours de Jahn en particulier, symbole des victimes du régime de la RDA a pris un tour déterminant dans la perception de celui-ci – et dans son action!

Si l'on essaie de formaliser cette pensée d'un point de vue plus juridique, il est nécessaire d'examiner les problèmes structurels constitutionnels relatifs à l'activité du BStU. Il est évident que l'ouverture des dossiers entretient le danger de perpétuer les offenses aux droits individuels commises par le MfS. Mais la distinction, historiquement floue, entre bourreaux et victimes des agissements du MfS, voire la concomitance de la qualité de bourreau et de victime, font surgir des problèmes constitutionnels dans l'application pratique du StUG. Dans un dernier temps, la perception conforme aux principes du droit de la dimension collective des offenses aux droits individuels faites par le MfS place l'État constitutionnel devant de grandes difficultés. Le StUG tente – même dans les 8 amendements subis depuis 1991 – de résoudre avec les outils de l'État de droit ces situations de tension. On peut, aujourd'hui encore, contester le fait que le texte y parvienne. Dans cette situation qui pose des problèmes de légitimation constitutionnelle de l'action administrative, on peut attribuer à la direction de l'administration la fonction d'une compensation de la légitimation. Celle-ci prend en considération les limites, inévitablement floues dans le contexte de l'État de droit, du travail de mémoire mené par l'administration. Ce faisant, le gain de légitimité ne peut naturellement pas, dans un sens juridiquement appréhensible, résoudre les problèmes posés par le dogme constitutionnel. Cependant il est susceptible de rendre leur survenue acceptable, voire de les représenter et de les consolider comme une conséquence à la fois globale et inévitable du projet de travail de mémoire.

Dès lors qu'on continue de tisser le lien de gémellité existant entre le BStU et le MfS, il est possible de reconnaître des correspondances dans les représentations individualistes, continues à la fois dans le socialisme scientifique, du marxisme qui défend une représentation de l'homme en tant qu'individu libéré, ainsi que dans l'approche reposant sur la raison adoptée par l'*Aufklärung* dans sa définition de la personne autonome¹¹³. De plus, la critique précédemment exposée de l'action de Gauck en tant que BStU repose, pour une grande part, sur une idéologie qui s'épuise dans le cas du BStU par le fait que Gauck lui-même a justifié son activité d'un point de vue éminemment idéologique. Dans cette perspective, il se révèle comme l'un des représentants typiques de ces virtuoses idéologiques de la politique¹¹⁴, qui se distinguent par leur absolutisme moral qui lui-même se tourne contre l'autorité du système politique (dans le cas présent contre le régime déchu)¹¹⁵. L'inscription de l'activité de l'administration dans une tradition idéaliste de mise en lumière n'indique toutefois que son orientation idéologique. La manière dont la rhétorique de Gauck et le travail concret de l'administration établissent son profil renforcent de manière spécifique le *conflit idéologique* qui existe entre la mission de travail de mémoire du BStU et l'activité du MfS. Par la suite, il ne subsiste bien évidemment *aucun parallèle matériel* dans l'établissement de ce profil idéologique, mais un parallèle modal dans la signification du recours idéologique pour l'identité de chacune des deux organisations.

113 Voir dans une perspective de généalogie des droits de l'homme JOAS, *Die Sakralität* (voir n. 91), p. 53 et s., qui parle de la prétention scientifique, »Prätention«, du marxisme en tant que socialisme scientifique.

114 Günther ROTH, *Politische Herrschaft und Freiheit*, Francfort-sur-le-Main 1987, p. 142.

115 *Ibid.*, p.144.

III. Charismatisation à travers l'institution et l'institutionnalisation

Les facteurs favorables à la charismatisation du BStU reposent sur son institution individuelle et son institutionnalisation sous la forme d'une administration. Le *Bundesbeauftragte* est une autorité supérieure fédérale, placée (depuis) sous le giron du ministère fédéral de la Culture et des Médias, conformément au § 35, alinéa 1, p. 1 du StUG (jusqu'en 2006 le BStU est encore placé sous la tutelle du ministère fédéral de l'Intérieur, selon le § 35, alinéa 1 p. 1 du StUG dans sa version de 1991). Selon le § 35, alinéa 2 du StUG, le directeur de l'administration est élu par le Bundestag et nommé par le Bundespräsident. Le règlement est adossé au § 22 du BDSG, qui encadre l'élection du Bundesdatenschutzbeauftragte.

Dans cette mesure, la direction du BStU se distingue de la direction d'autres autorités supérieures fédérales qui habituellement sont nommées par des ministères chargés de leur contrôle. Déviant de l'article 42, alinéa 2, p. 1 du *Grundgesetz* (constitution allemande), une majorité qualifiée est nécessaire à l'élection du BStU. Cette disposition confère aux responsables de l'administration une légitimité parlementaire (qu'il faut comprendre d'un point de vue rationnel) et par conséquent démocratique. La légitimité démocratique résultant du vote parlementaire, mais aussi la légitimité symbolique découlant de la nomination par le Président de la République fédérale soulignent d'abord la dimension politique puis la dimension sociétale du BStU. La mission de mise en lumière conférée à la fonction institutionnelle est donc renforcée par la valorisation démocratique et symbolique de la fonction individuelle et se révèle pertinente d'un point de vue politique. Ce principe est également poursuivi en vertu de l'obligation de rapport du BStU devant le Bundestag, contenue dans le § 37, alinéa 3 du StUG. Tandis que le droit constitutionnel reconstruit par conséquent le mode électoral d'une manière rationnelle, fondée sur un dogme démocratique, ce mode électoral est susceptible lui-même d'être interprété dans le même temps, du point de vue de la sociologie de la domination, comme un moyen moderne de charismatisation. À ce titre, Max Weber parle de »herrschaftsfremden Umdeutung des Charismas«. L'absence de domination se caractérise par le fait que le caractère fondamentalement autoritaire du charisme est remanié de manière anti-autoritaire par l'élection d'un dirigeant librement élu, eines »frei gewählten Führers«¹¹⁶. Dans l'effort déployé afin d'obtenir un consensus démocratique large en élisant le BStU, se révèle par conséquent le besoin de conférer à la fonction un centre de gravité politique particulier et par extension l'ouverture d'un champ d'action politique pour les titulaires de la charge, justement légitimé par un large accord parlementaire.

La position particulière conférée au *Bundesbeauftragte* à travers son élection et sa nomination se prolonge également par le mode d'institutionnalisation de l'administration dans son rapport au gouvernement fédéral. Tout d'abord, le BStU lui-même n'est pas un fonctionnaire, mais titulaire d'une fonction (*Amtsträger*)¹¹⁷. Le ministère d'État de la Culture et des Médias, (désormais) ministère tutélaire, conduit seul la surveillance juridique du BStU. Il est difficile de surestimer la reprise de l'intensité de la surveillance exercée sur le BStU, alors qu'aujourd'hui, près d'un quart de siècle après la mise en place de l'administration, ce fait ne possède plus la même signification qu'en 1991. Ce sont justement les instruments d'une surveillance spécialisée qui auraient, notamment dans la phase de fondation, pu permettre au ministre de l'Intérieur d'exercer une influence massive sur les pratiques de l'organisation. Or, le fait que cette possibilité lui ait été dès le départ refusée, a ouvert au BStU une possibilité d'action politique par un lien de domination très structuré, à la fois d'un point de vue bureaucratique et légal, et incarné d'une manière spécifiquement charismatique par Joachim Gauck.

116 WEBER (voir n. 3), p. 190 et s.

117 Hansjörg GEIGER, Heinz KLINGHARDT (fortgeführt von Martin BUDSINOWSKI, Josephine BURTH, Jörg PIETRKIEWICZ, Juliane RAPP-LÜCKE), Stasi-Unterlagengesetz. Kommentar, Stuttgart 2006, § 35 Rn. 9.

La langue légitime de l'*Aufklärung*

I. Le capital culturel de Gauck

Le capital spécifique culturel amené par Joachim Gauck dans sa fonction de BStU découle de sa socialisation professionnelle en tant que théologien protestant *et* pasteur. La force d'influence culturelle de la « paroisse protestante » a fait l'objet au cours des dernières années de débats intenses dans le domaine de la sociologie culturelle qui la considèrent comme le havre de l'esprit et du pouvoir¹¹⁸, mais aussi comme un mythe¹¹⁹, un lieu de nostalgie¹²⁰, comme un lieu de croyance, de spiritualité et de pouvoir¹²¹. Le symbole de la paroisse vaut pour une certaine lecture du protestantisme comme force éducative¹²², comme instance structurante non seulement de l'individu protestant, mais plus généralement d'une bourgeoisie cultivée (*Bildungsbürgertum*). Une signification particulière est attribuée aux éléments de culture formelle, perçus par Bourdieu comme des caractéristiques distinctives du capital culturel et de (re-)présentation de la culture, produits et reproduits par la langue légitime des élites culturelles. Dans ce cas précis, le rapport étroit qu'entretiennent culture et savoir posent les conditions préalables à la liberté individuelle¹²³, la fondation de l'individu autonome, sur lequel se reflètent immédiatement les objectifs précédemment esquissés du travail de mémoire autour des torts commis par le MfS. Ces positions de fond sont traditionnellement associées dans le protestantisme à une sémantique particulière, un pathos de l'objectivité¹²⁴ qu'incarne Joachim Gauck comme peu d'autres représentants de l'espace politique. L'imprégnation de sa pensée relative au travail de mémoire par la philosophie de l'*Aufklärung* correspond à cette tradition théologique favorisant la constitution autonome de l'individu en une personnalité¹²⁵, dans l'esprit d'une rupture avec la tradition, d'une critique, d'une innovation, d'une rationalisation et d'une recherche de vérité individuelle¹²⁶. Dans l'application politique de cette mission de mise en lumière, on ne saurait pour autant sous-estimer la circonstance dans laquelle Gauck semble non seulement avoir rendu ces contenus habituels, mais également su les transmettre. Il est à la fois théologien *et* pasteur, le contenu et son annonce vont de pair chez lui car il parvient régulièrement à transformer les contenus spécifiques en une forme linguistique efficace. Le message et le messager se recouvrent alors en partie, le charisme individuel et celui lié aux idées se renforcent mutuellement.

La puissance linguistique théologique s'accompagne d'un crédit de confiance souvent accordé aux ecclésiastiques et qui confère à leur action, même coupée du contexte théologique, une dimension morale qui valorise leur puissance symbolique. La valorisation est, par nature, particulièrement efficace dans les domaines où les fondements et les problèmes moraux relèvent de l'évidence, ce qui est le cas manifestement dans celui du travail de mémoire autour des torts commis par le MfS. Tout particulièrement dans les conflits juridiques autour des revendications en légalité et du ressenti moral de justice – « Nous voulions la justice et nous reçûmes l'État de droit » (Bärbel Bohley) – le surplus moral de capital culturel peut se révéler utile pour résoudre ces conflits au profit d'une légitimité juridique dont le caractère acceptable est justement garanti par celui qui dispose d'un capital culturel accru. Dans cette perspective, le théologien protestant de l'ancienne RDA joue un rôle particulier, car l'église protestante est à la fois havre et source de la résistance de l'opposition et abrite le mouvement de droits civiques qui se renforce

118 EICHEL, *Das deutsche Pfarrhaus* (voir n. 9)

119 SEIDEL, SPEHR (dir.), *Das evangelische Pfarrhaus* (voir n. 9).

120 EICHEL, *Das deutsche Pfarrhaus* (voir n. 9), p. 21 et s.

121 ASCHENBRENNER, *Das evangelische Pfarrhaus* (voir n. 9).

122 Friedrich Wilhelm GRAF, *Protestantismus*, Munich 2006, p. 97 et s.

123 *Ibid.*, p. 98.

124 *Ibid.*

125 *Ibid.*, p. 99.

126 *Ibid.*, p. 100.

dans le courant des années 80. Enclave d'une contre-culture au sein de l'État de la RDA athée¹²⁷, son personnel se voit conférer, pas dans chaque cas individuel, mais plutôt en vertu d'une appartenance institutionnelle l'indéniable présomption de probité et de résistance face aux conditions imposées par la dictature. Dans le même temps, se superposent à la figure du pasteur des traditions culturelles par lesquelles le personnel religieux est perçu comme instruit. Son gain moral est donc complété par un crédit cognitif, la personnalité du pasteur étant idéalisée en une figure d'érudit¹²⁸, ce qui renforce d'autant son capital culturel. Le tout s'inscrit de manière transparente dans le modèle d'interprétation bourdieusien, selon lequel, dans la tradition intellectuelle allemande, les érudits, qui tirent leur essence du sérieux, de la vérité et de la profondeur, se sont rapidement coupés de l'univers mondain représenté par les cours princières et s'en sont donc distingués¹²⁹. Ils incarnent donc une tradition dans laquelle l'érudition accroît le capital culturel.

Force est donc de constater le haut crédit en capital culturel qui revient à Joachim Gauck dès sa prise de fonction en tant que BStU. Savoir comment il a fait ensuite usage de ce capital conduit aux autres aspects du modèle de Bourdieu. Dans l'interprétation qu'il fait du champ politique, Bourdieu attribue des rôles importants à la *langue légitime* d'une part, qu'il assimile à une méthode précise d'application de schémas de pensée, d'une tendance donnée du public d'autre part à recourir à ces *motifs de la langue légitime* et à les reproduire.

II. La «langue légitime» de l'est – et de l'ouest

Bourdieu rapproche langue et domination, «la langue officielle est soumise aux mêmes intérêts que l'État»¹³⁰, et souligne de cette manière le fort normativisme associé à la langue et aux règles d'utilisation de celles-ci. Il rattache cela d'abord à des détails linguistiques (en traçant une limite entre le langage soutenu des dialectes, idiomes et autre idiosyncrasies linguistiques locales), il s'appuie cependant explicitement, en référence à l'espace politique, sur un nouveau vocabulaire politique, de nouveaux systèmes de signifiants et signifiés¹³¹, donc sur l'aspect rhétorique de la langue qu'il est nécessaire de mettre en valeur. Pour Bourdieu, il s'agit essentiellement de savoir de quelle manière on parle de quelque chose, ou selon Michel Foucault de l'ordre du discours. La légitimité spécifique de la parole de Gauck dès lors qu'elle s'attache au travail de mémoire et à la mise en lumière se nourrit à présent de deux sources. Dans la perspective du bouleversement révolutionnaire à l'œuvre en RDA puis à la phase de transformation consécutive, la rhétorique de Gauck fait usage du pathos révolutionnaire présent dans le mouvement des droits civiques – «Meine Akte gehört mir» –, et dans lequel se manifestent essentiellement le rejet de l'ancien système de la RDA et un contre-modèle idéologique. Dépasant la critique qui émane du mouvement des droits civiques et porte notamment sur son style de direction de l'administration, Gauck peut également se présenter comme l'administrateur d'un héritage politique révolutionnaire, auquel il a conféré une forme de légitimité linguistique à l'aide de sa rhétorique puisant dans la tradition de l'*Aufklärung*.

Mais un autre aspect entre encore en compte. Celui-ci rend plausible la raison pour laquelle, malgré toutes les réticences de la part du gouvernement fédéral et de la classe politique dirigeante de l'ancienne République fédérale, l'exigence révolutionnaire d'un travail de mémoire s'est imposée pour l'essentiel. En effet, dans la rhétorique de mise en lumière se reflètent les valeurs an-

127 EICHEL, Das deutsche Pfarrhaus (voir n. 9), p. 269.

128 Ibid., p. 135.

129 Pierre BOURDIEU, Die feinen Unterschiede. Kritik der gesellschaftlichen Urteilskraft, Francfort-sur-le-Main 1982, p. 132.

130 Pierre BOURDIEU, Was heißt sprechen?: zur Ökonomie des sprachlichen Tausches, Wien 2005, p. 50.

131 Ibid., p. 53; à propos de la langue politique voir également BOURDIEU, Die feinen Unterschiede (voir n. 129), p. 707 et s.

ciennes et fondamentales de la vision la plus pure de l'État constitutionnel qui repose sur la démocratie et l'État de droit, est orienté vers l'individu, peu importe d'ailleurs le concept langagier qui résume chacune de ces valeurs dans le détail: liberté, autonomie, responsabilité, de même que le recours à l'échec du travail de mémoire autour des crimes nazis dans les années qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'avertissement d'une possible répétition de cet échec, qui constitue également le noyau dur de l'identité de la République fédérale. Sur le fond comme sur la forme, les représentants de l'élite politique ne peuvent s'opposer à ces exigences dont les fondements idéologiques, déjà aux temps de la partition allemande, n'ont eu de cesse d'affirmer et de renforcer d'un point de vue rhétorique la supériorité de la République fédérale face à la RDA. Aussi, les prises de position de Bonn à l'encontre du travail de mémoire, en tout cas celles dont on trouve des traces écrites, paraissent aussi techniques qu'impuissantes. Cela vient du fait qu'il leur manque un fondement linguistique de légitimité, ce qu'on peut lire, aujourd'hui encore, dans les revendications de l'époque, absurdes, de tourner la page le plus rapidement possible¹³².

En fin de compte, l'ensemble de la situation historique a joué en faveur du succès de l'action de Gauck. Max Weber déjà soulignait l'affinité des périodes de crises et de transformation pour la domination charismatique. Elles contiennent à la fois le besoin et la possibilité de formes et de modes de domination politique peu conventionnels, ou extra-quotidiens dans le sens employé par Weber. La situation de réunification en général de même que celle du travail de mémoire autour des torts commis par le MfS et qui doivent être surmontée, étaient à l'époque et demeurent aujourd'hui sans précédent. À partir d'un certain point, elles sont également devenues inévitables. C'est ainsi que s'est ouvert, en ce qui concerne la question du travail de mémoire, un espace d'histoire politique à l'intérieur duquel des conceptions diverses sur le rapport nécessaire au passé ont lutté les unes contre les autres dans l'espoir d'occuper une place hégémonique dans l'histoire politique. On peut considérer comme relevant du hasard le fait que soit confié à un pasteur protestant, en charge des questions éternelles, la tâche de remplir cet espace avec un discours sur le devoir de mémoire et sur la mise en lumière, sur la réconciliation et le pardon. Mais il s'agit de tout sauf d'un hasard si l'entreprise a abouti avec tant de succès, ce que les considérations précédentes ont démontré.

III. Esthétique et authenticité

Dans ses recherches sur la paroisse allemande, Christine Eichel pose le diagnostic d'une renaissance du prêche¹³³, qu'elle illustre à l'aide de la rhétorique employée par Joachim Gauck dans sa fonction de Président de la République. Contrairement à l'élite intellectuelle, critique¹³⁴ face aux ébauches positives du monde et au jargon émotif de l'authenticité, l'opinion publique est friande du discours de prêche pastoral que tient Gauck¹³⁵, chargé d'utopie. Et même au cours de son mandat de BStU, les discours et les interventions de Gauck se caractérisent par un dualisme qui allie le sérieux, dénué d'émotions, et la raison qui tend à la mise en lumière, donc par une éthique politique du devoir, une ébauche positive de la réussite, à savoir concrètement la réconciliation entre les acteurs et les victimes du MfS¹³⁶. Le but final étant d'éclipser l'esquisse sombre de l'histoire afin de révéler de manière plus éclatante l'objectif souhaitable et accessible de la promesse de salut par un travail de mémoire réussi (et montrer par extension que l'activité du BStU est incontournable).

132 Ainsi, le ministre fédéral de l'Intérieur de l'époque, Wolfgang Schäuble, plaide en faveur d'une destruction complète et immédiate des dossiers. Assurément, il a, de même que Helmut Kohl, relativisé ce procédé par un plus grand recul historique.

133 EICHEL, *Das deutsche Pfarrhaus* (voir n. 9), p. 331.

134 Non sans piquant, Theodor W. ADORNO, *Der Jargon der Eigentlichkeit, Gesammelte Schriften*, vol. 6, Francfort-sur-le-Main 1997, p. 417 parle de »Prätention tiefen menschlichen Angerührtseins«.

135 EICHEL, *Das deutsche Pfarrhaus* (voir n. 9), p. 332.

136 GIESECKE, *Die Stasi* (voir n. 19), p. 163.

Dans la thèse accreditant l'utilisation de contrastes rhétoriques conscients, voire peut-être une certaine exagération de l'injustice et du travail de mémoire, on évoque d'un point de vue positif un élément de l'esthétique, d'un point de vue négatif un élément de calcul. En effet, il est difficile de considérer le profil de Gauck comme le fruit d'un hasard ou d'une pure banalisation. Sa langue empreinte d'émotions soudaines et qui nourrit sans crainte son ambition de pertinence politique par les moyens issus du fonds rhétorique théologique et pastoral, est également le résultat naturel d'une décision consciente en faveur d'un programme politique et de l'esthétisation de celui-ci.

Eichel attribue à l'origine pastorale de l'orateur la résonance positive à cette forme de langage. Elle attribue à cette origine une fonction morale d'authentification¹³⁷. Assurément, c'est sous la forme du crédit moral accordé à l'ecclésiaste protestant de la RDA que se réalise le capital culturel de Gauck. Ainsi, l'orateur et son style se superposent dans leur perception extérieure. Ils sont perçus comme authentiques¹³⁸. L'esthétique spécifique de la langue employée se distingue de la rhétorique politique conventionnelle et coïncide avec la situation politique et historique exceptionnelle et la mission spécifique de travail de mémoire confiée au BStU. Dans le même temps, cette esthétique – une récurrence chez Bourdieu – fait figure de carte d'identité d'une stratégie précise de distinction sociale, propre à la société bourgeoise, car toute manifestation esthétique unit et divise de manière concomitante¹³⁹. La langue de mise en lumière des torts commis par le MfS, richement alimentée d'emprunts théologiques a autorisé d'un côté une distinction clivante, de l'autre une intégration unifiante portant sur son esthétique spécifique. La population et la politique des anciens *Bundesländer* a été capable de perpétuer la distanciation de la RDA, répétée avec application, par rapport aux contenus idéalistes de la rhétorique de mise en lumière, et par conséquent de se positionner favorablement en faveur de l'objectif de mise en lumière du BStU. De leur côté, les citoyens de RDA, activement ou passivement engagés dans la révolution pacifique, ont été capables de reconnaître dans cette rhétorique de mise en lumière l'héritage politique de leurs efforts révolutionnaires, administrés depuis par le BStU dans la perspective des torts commis par le MfS.

Conclusion

Dans l'activité menée par Joachim Gauck en tant que *Bundesbeauftragter* en charge des dossiers de la Stasi de l'ancienne RDA, divers motifs et situations s'agrègent en un complexe global qui rend plausible à la fois son succès dans cette fonction mais aussi l'intensité de la critique dont il a fait l'objet.

La situation de réunification, sans aucun précédent historique, de même que le nécessaire travail de mémoire autour des torts commis par le MfS ont favorisé le développement d'instruments de domination politique peu conventionnels, parmi lesquels l'administration du *Bundesbeauftragte* et la mission de travail de mémoire conférée à celui-ci par le § 1, al. 1, n°3 du StUG.

Le fait de confier la responsabilité sociétale du travail autour des torts commis à cette administration a aussitôt instituée celle-ci comme un acteur politique qu'elle est encore aujourd'hui. La nature politique de la fonction institutionnelle a eu des répercussions sur la fonction de direction de l'administration dans sa dimension *individuelle*, en extrayant celle-ci d'une logique

137 EICHEL, Das deutsche Pfarrhaus (voir n. 9), p. 334.

138 À propos des dimensions du concept d'authenticité, se reporter à Aleida ASSMANN, Authentizität – Signatur des abendländischen Sonderwegs, dans: Michel RÖSSNER, Heidemarie UHL (dir.), Renaissance der Authentizität?: Über die neue Sehnsucht nach dem Ursprünglichen, Bielefeld 2012, p. 27 et s.

139 BOURDIEU, Die feinen Unterschiede (voir n. 129), p. 104.

exécutive d'accomplissement et de planification et en l'inscrivant dans un espace hautement controversé de débats historico-politiques.

Gauck a rempli cet espace en adoptant un mode de domination charismatique. Au cœur de celle-ci se situe une perception du travail de mémoire comme étant le fruit de la pensée de l'*Aufklärung*. Il est nécessaire de constater parallèlement, au sens de Max Weber, l'étroit lien entre le charisme personnel et un charisme, plus institutionnel, de l'*Aufklärung*, lié à ce courant de pensée. L'un et l'autre entretiennent un rapport où ils se renforcent mutuellement. À l'origine du charisme personnel se situe, au sens de la pensée de l'*habitus* chez Bourdieu, un capital culturel propre à Gauck et qui trouve sa source dans sa formation de théologien et son métier de pasteur de confession protestante au sein de l'ancienne RDA. De fait, une tradition spécifique de »culture protestante«, tournée autour de l'individualisme et du rationalisme, orientée vers la reconnaissance de la vérité et de la construction de soi a été mise en valeur politiquement. Elle a offert une base au travail de mémoire du BStU, à la fois culturelle, politique et enfin rhétorique.

Les »portes d'entrée« à la charismatisation de la direction du BStU ont été nombreuses: la situation politique transitoire de la révolution pacifique et de la réunification de même que le mode d'élection parlementaire du BStU en font partie; on y ajoutera également l'appropriation par le BStU et sa pratique vis-à-vis du MfS et des logiques de fonction de celui-ci, ce que l'on pourrait assimiler à une forme de syndrome de Stockholm administratif¹⁴⁰, renforcé dans le fonctionnement des institutions par la parenté des représentations individualistes du marxisme et de l'*Aufklärung*. On mentionnera enfin le rôle, à l'époque et toujours actuel, de l'incommensurabilité cognitive et politique de l'ambition du travail de mémoire. Elle a favorisé la charismatisation de la direction de l'administration, la personnification du sujet comme un mode de réduction de la complexité. Cette réalité bigarrée a conduit à ce que, dans la situation de transition de réunification, politiquement sous-déterminée, Joachim Gauck, au sens de Bourdieu, a été en mesure de déterminer la langue légitime du programme de mise en lumière politique. Celle-ci a également trouvé un espace de résonance parmi les valeurs fondamentales de l'ouest d'un État constitutionnel libéral, de même qu'elle a offert une demeure rhétorique à l'héritage politique du mouvement des droits civiques, malgré toutes les critiques que celui-ci a pu formuler à l'encontre de Joachim Gauck.

140 Cette dimension du terme est à attribuer à Christoph Schönberger.